

DEUXIÈME TRIMESTRE

Rapport du deuxième trimestre
de l'exercice 2020 aux actionnaires



cg/Canaccord
Genuity

Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2020

Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire de 0,18 \$¹ au deuxième trimestre

TORONTO, le 6 novembre 2019 – Groupe Canaccord Genuity Inc. (Canaccord Genuity ou la Société, TSX : CF) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

« La diversification de la composition de nos activités et l'avantage d'une plus grande envergure dans nos activités de gestion de patrimoine ont été évidents au deuxième trimestre, car nous avons obtenu de solides résultats financiers, malgré un contexte d'exploitation plus difficile pour les activités des marchés financiers, a indiqué M. Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Nous demeurons optimistes quant aux possibilités d'affaires à venir et à notre capacité de générer des bénéfices à long terme pour nos actionnaires. »

Points saillants du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

- Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action ordinaire après dilution pour le deuxième trimestre s'est établi à 0,18 \$ (0,10 \$ selon les IFRS).
- Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action ordinaire après dilution pour le premier semestre de l'exercice 2020 a été de 0,41 \$ (0,28 \$ selon les IFRS), le même montant qu'au premier semestre de l'exercice 2019 (et une hausse de 21,7 %, par rapport à 0,23 \$ par action selon les IFRS).
- Compte non tenu des éléments importants, 72,2 % du résultat par action après dilution du deuxième trimestre est attribuable aux activités de gestion de patrimoine mondiale.
- Remise de 40,0 millions \$ aux actionnaires depuis le début de l'exercice grâce à une offre publique de rachat importante et à une réduction de 6,3 % du nombre d'actions ordinaires en circulation.
- Dividende sur actions ordinaires de 0,05 \$ au deuxième trimestre.
- Après la clôture du trimestre, la Société a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited, accroissant considérablement l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine en Australie.

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	34	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	37
Rapport de gestion	5	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	35	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	38
États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	33	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	36		

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre précédent	Trimestre clos le 30 juin	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	T2/20	T2/19 ⁴			
Produits des activités ordinaires	270 697 \$	300 036 \$	(9,8) %	325 508 \$	(16,8) %
Points saillants du deuxième trimestre de l'exercice – sur une base ajustée¹					
Charges, compte non tenu des éléments importants ¹	242 125 \$	261 918 \$	(7,6) %	286 978 \$	(15,6) %
Résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants ¹	0,18 \$	0,23 \$	(21,7) %	0,23 \$	(21,7) %
Résultat net, compte non tenu des éléments importants ^{1, 2}	23 760 \$	28 867 \$	(17,7) %	30 654 \$	(22,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, compte non tenu des éléments importants ^{1, 3}	21 512 \$	26 291 \$	(18,2) %	28 218 \$	(23,8) %
Points saillants du deuxième trimestre de l'exercice – IFRS					
Charges	254 527 \$	275 414 \$	(7,6) %	294 156 \$	(13,5) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,10 \$	0,09 \$	11,1 %	0,18 \$	(44,4) %
Résultat net ²	13 178 \$	18 019 \$	(26,9) %	24 290 \$	(45,7) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ³	11 137 \$	15 443 \$	(27,9) %	21 854 \$	(49,0) %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6 du rapport de gestion.

2) Avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées.

3) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

4) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Les activités de gestion de patrimoine mondiale combinées ont généré des produits des activités ordinaires de 115,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice, soit une baisse de 0,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, l'apport de ce secteur au résultat net avant impôt a progressé de 5,3 % d'un exercice à l'autre, s'élevant à 21,7 millions \$, ce qui représente 71,2 % du résultat net ajusté avant impôt attribuable aux secteurs d'activité combinés de la Société pour le trimestre considéré.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 49,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a comptabilisé un résultat net de 6,6 millions \$ au T2/20.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 66,4 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net de 15,1 millions \$ avant impôt au T2/20.

Les produits générés par les activités de gestion de patrimoine de la Société en Amérique du Nord ont diminué de 6,1 % d'un exercice à l'autre, ce qui reflète la baisse des produits tirés du financement de sociétés attribuable à la baisse des nouvelles émissions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La marge bénéficiaire avant impôt dans ce secteur d'activité a reculé et s'est fixée à 13,5 % au cours du trimestre considéré, mais a augmenté de 1,9 point de pourcentage et s'est établie à 14,9 % pour le premier semestre de l'exercice. Au Royaume-Uni et en Europe, les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre se sont accrus de 3,8 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et de l'apport des acquisitions de Thomas Miller et de McCarthy Taylor. Compte non tenu des éléments importants¹, la marge bénéficiaire avant impôt de ce secteur a été de 22,8 % pour le trimestre.

Le total des actifs pour le compte des clients tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale de la Société a atteint 65,4 milliards \$ à la fin du deuxième trimestre de l'exercice.

- Les actifs pour le compte de clients en Amérique du Nord totalisaient 20,4 milliards \$ au 30 septembre 2019, en baisse de 3,8 % en regard de 21,2 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 3,4 % en regard de 19,7 milliards \$ au 30 septembre 2018.
- Les actifs pour le compte de clients au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 44,2 milliards \$ (27,1 milliards £) au 30 septembre 2019, en baisse de 3,1 % en regard de 45,6 milliards \$ (27,4 milliards £) à la fin du trimestre précédent et de 2,3 % en regard de 45,2 milliards \$ (26,9 milliards £) au 30 septembre 2018.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Compte non tenu des éléments importants¹, ce secteur a inscrit un résultat net avant impôt de 8,8 millions \$ au cours du deuxième trimestre, ce qui représente une diminution de 64,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré des produits des activités ordinaires de 338,7 millions \$ au premier semestre de l'exercice, une modeste amélioration de 1,1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont été de 148,7 millions \$ pour le deuxième trimestre, en baisse de 16,8 % comparativement à 178,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2019.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6 du rapport de gestion.

- Marché des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 35 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 2,5 milliards \$ CA au cours du T2/20.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à 67 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 8,2 milliards \$ CA au cours du T2/20.

Au cours du trimestre considéré, les produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation ont diminué respectivement de 22,2 % et 4,3 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, recul principalement attribuable à l'incidence de l'environnement de marché et au calendrier de clôture des transactions liées aux activités de financement et de consultation. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont affiché des produits des activités ordinaires trimestriels de 68,5 millions \$, grâce notamment à une hausse de 39,1 % des produits tirés des activités de consultation par rapport au T2/19 attribuable à un accroissement du niveau d'activité et à l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires tirés des activités de financement de sociétés et de services de consultation dans la division des marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, qui comprend Dubaï, ont augmenté respectivement de 108,6 % et 56,4 % par rapport au T2/19. Ce secteur a dégagé un léger bénéfice, mais les résultats présentés ont subi l'incidence négative d'une hausse des charges dans les activités de la Société à Dubaï. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont diminué de 31,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait d'une baisse des activités de financement de sociétés et de consultation, mais l'entreprise demeure un des principaux preneurs fermes de la région. Les produits des activités ordinaires de la Société sur les marchés des capitaux en Australie ont diminué de 24,4 % par rapport à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2018.

Sommaire des faits saillants de la Société

Le 7 août 2019, lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société de 2019, Sally Tennant, OBE, a été élue au conseil d'administration de la Société à titre d'administratrice indépendante. La Société compte huit administrateurs, dont six sont indépendants.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle ou de l'OPRCNA qui est venue à échéance le 14 août 2019.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitent y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ l'action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40 millions \$. La Société a, par conséquent, racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, lesquelles représentaient environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 21 octobre 2019, par l'entremise de ses activités en Australie, la Société a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited, ce qui accroît l'envergure des activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie et met en place une plateforme robuste en vue de leur expansion.

Les éléments importants suivants ont eu une incidence sur les résultats pour le deuxième trimestre et le cumul de l'exercice 2020 :

- L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises et des frais connexes à l'acquisition de Thomas Miller et de Patersons Securities Limited
- Les frais liés aux efforts d'intégration soutenus des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe de la Société
- Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe

Principales informations financières, compte non tenu des éléments importants¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018 (retraités) ³		2019	2018 (retraités) ³	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	270 697 \$	300 036 \$	(9,8) %	596 205 \$	574 159 \$	3,8 %
Total des charges selon les IFRS	254 527 \$	275 414 \$	(7,6) %	548 683 \$	527 655 \$	4,0 %
Produits des activités ordinaires						
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	270 697 \$	300 036 \$	(9,8) %	596 205 \$	574 159 \$	3,8 %
Total des charges selon les IFRS	254 527 \$	275 414 \$	(7,6) %	548 683 \$	527 655 \$	4,0 %
Charges						
Éléments importants comptabilisés par						
Marché des capitaux Canaccord Genuity						
Amortissement des immobilisations incorporelles						
	2 465 \$	639 \$	285,6 %	4 936 \$	1 218 \$	305,3 %
Frais de restructuration						
	— \$	— \$	négl.	— \$	1 316 \$	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions						
	1 629 \$	— \$	négl.	1 806 \$	1 173 \$	54,0 %
Éléments importants comptabilisés par						
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Amortissement des immobilisations incorporelles						
	3 528 \$	2 751 \$	28,2 %	6 571 \$	5 607 \$	17,2 %
Frais de restructuration						
	1 098 \$	— \$	négl.	1 098 \$	— \$	négl.
Frais connexes aux acquisitions						
	1 973 \$	— \$	négl.	2 308 \$	— \$	négl.
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ²						
	1 709 \$	1 498 \$	14,1 %	2 861 \$	3 041 \$	(5,9) %
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres						
Perte sur extinction de débetures convertibles						
	— \$	8 608 \$	(100,0) %	— \$	8 608 \$	(100,0) %
Total des éléments importants	12 402 \$	13 496 \$	(8,1) %	19 580 \$	20 963 \$	(6,6) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	242 125 \$	261 918 \$	(7,6) %	529 103 \$	506 692 \$	4,4 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté						
	28 572 \$	38 118 \$	(25,0) %	67 102 \$	67 467 \$	(0,5) %
Impôt sur le résultat – ajusté						
	4 812 \$	9 251 \$	(48,0) %	12 688 \$	13 565 \$	(6,5) %
Résultat net – ajusté						
	23 760 \$	28 867 \$	(17,7) %	54 414 \$	53 902 \$	0,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté						
	21 512 \$	26 291 \$	(18,2) %	49 730 \$	47 942 \$	3,7 %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté						
	0,21 \$	0,27 \$	(22,2) %	0,49 \$	0,50 \$	(2,0) %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté						
	0,18 \$	0,23 \$	(21,7) %	0,41 \$	0,41 \$	—

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

3) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2020 comparativement au premier trimestre de 2020

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 459,2 millions \$, en baisse de 126,3 millions \$ par rapport à 585,5 millions \$
- Fonds de roulement de 546,5 millions \$, en baisse de 0,7 million \$ par rapport à 547,2 millions \$
- Total des capitaux propres de 836,2 millions \$, en baisse de 3,5 millions \$ en regard de 839,7 millions \$

Dividendes sur actions ordinaires et privilégiées

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 décembre 2019 aux actionnaires inscrits le 29 novembre 2019.

Le 6 novembre 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 décembre 2019.

Le 6 novembre 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 décembre 2019.

Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2020 clos le 30 septembre 2019 – ce document est daté du 6 novembre 2019

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2019 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre clos le 30 septembre 2019 est aussi désigné par les termes « deuxième trimestre de 2020 », « T2/20 » et « deuxième trimestre de l'exercice 2020 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019, qui commencent à la page 0 du présent rapport, la notice annuelle datée du 26 juin 2019 et le rapport de gestion annuel de 2019, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (états financiers consolidés annuels audités), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 5 juin 2019 (rapport annuel de 2019). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2019, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, de la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Les facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires non audités et les états financiers consolidés annuels audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2019 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et dans son rapport annuel de 2019 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas non plus exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019 (états financiers du deuxième trimestre de 2020) qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du deuxième trimestre de 2020 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2019.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

La Société utilise, comme mesure de la performance, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante ou dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA au Canada, les ASG au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA au Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance liées aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC

(« Petsy Prunier ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019.

Conjoncture du marché au cours du T2 de l'exercice 2020

Contexte économique

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, les tendances du marché sont demeurées centrées sur les mesures de relance mises en œuvre par les banques centrales, les questions d'ordre commercial concernant les États-Unis et la Chine et les pourparlers sur le Brexit. La Réserve fédérale a réduit son taux cible de 25 points de base à deux reprises et injecté des liquidités dans le système financier dans le but de maîtriser les taux de pension. La Banque centrale européenne a lancé une nouvelle série de mesures d'assouplissement quantitatif, et les rendements des bons du Trésor américain ont reculé d'environ 50 points de base au cours du trimestre, alors que les investisseurs anticipaient un ralentissement de la croissance, la faiblesse de l'inflation et de nouvelles baisses des taux d'intérêt. Pour ce qui est des marchés boursiers, le S&P 500 et le S&P/TSX ont enregistré des rendements respectivement de 1,7 % et 2,5 %. Les actions des marchés émergents ont souffert de l'incertitude économique et politique et de la vigueur du dollar américain, et leur rendement a reculé de 1,9 % au cours du trimestre. Finalement, la détérioration des perspectives de croissance a pesé sur le cours des produits de base, et les prix du pétrole, du cuivre et des céréales ont baissé respectivement de 7,2 %, 4,8 % et 4,7 %. À l'inverse, le cours de l'or a progressé de 4,4 %.

Financement de sociétés et consultation

Les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation ont moins bien fait que les actions des sociétés à grande capitalisation au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Les prix des produits de base ont reculé de 4,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cela étant dit, les évaluations du cours des actions de sociétés du secteur des ressources et des titres cycliques sont en général demeurées près des creux historiques, ce qui pourrait créer des possibilités d'activités de fusion et acquisition supplémentaires. Nous prévoyons que les prix des produits de base finiront par se redresser.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T2/19		T3/19		T4/19		T1/20		T2/20		
	28 sept. 2018	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	259,8	-6,7 %	238,4	-21,0 %	262,4	-14,3 %	258,7	-6,8 %	244,1	-6,1 %	-5,6 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	236,3	-2,1 %	218,6	-15,5 %	238,3	-8,7 %	239,3	0,0 %	227,4	-3,8 %	-5,0 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration. La faiblesse de la conjoncture économique et des marchés des capitaux mondiaux et les incertitudes concernant le Brexit et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourraient gêner les activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux visant le marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation, mais, en revanche, faire fructifier nos activités de restructuration.

Négociation

Les activités de négociation dans nos principaux secteurs cibles ont ralenti au cours du T2/20, comparativement aux niveaux atteints il y a un an, ce qui cadre avec l'intensification du risque géopolitique et le rendement toujours inférieur dégagé par les actions de croissance des sociétés à petite et moyenne capitalisation, sur certains marchés où nous menons des activités. Les énergiques mesures de relance mises en place par les banques centrales à l'échelle mondiale et un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine devraient stimuler les activités de négociation et nos activités de placement pour compte, en plus d'accroître le recours à des stratégies de placement passives.

Valeur moyenne au cours du trimestre / de l'exercice	T2/19		T3/19		T4/19		T1/20		T2/20		
	28 sept. 2018	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Russell 2000	1698,4	19,9 %	1496,8	-1,0 %	1509,0	-2,9 %	1549,0	-3,7 %	1534,2	-9,7 %	-1,0 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2011,4	15,2 %	1824,1	-1,6 %	1845,1	-3,6 %	1917,1	-0,8 %	1922,5	-4,4 %	0,3 %
FTSE 100	7553,0	2,3 %	6991,6	-6,5 %	7061,3	-4,0 %	7357,4	-2,5 %	7359,4	-2,6 %	0,0 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1123,5	4,9 %	1012,0	-8,7 %	1027,2	-7,0 %	1076,6	-3,5 %	1083,4	-3,6 %	0,6 %
S&P/TSX	16303,8	7,4 %	15042,0	-5,9 %	15621,7	-0,8 %	16374,1	3,2 %	16472,7	1,0 %	0,6 %

Gestion de patrimoine mondiale

Malgré le contexte macroéconomique difficile, les investisseurs ont enregistré des rendements positifs aux États-Unis et au Canada. Le S&P 500 et le S&P/TSX ont dégagé des rendements respectivement de 1,7 % et 2,5 % d'un trimestre à l'autre, mais les rendements ont été plus inégaux ailleurs compte tenu des actions des marchés émergents qui ont terminé le trimestre en baisse de 1,9 %. La chute du rendement des bons du Trésor américain a soutenu le rendement des titres à revenu fixe (+3,8 % d'un trimestre à l'autre). En résumé, les portefeuilles équilibrés ont tiré parti de l'incidence combinée de la hausse du cours des actions et de la baisse du rendement des obligations.

	T2/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2020 Variation
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	7,7 %	-13,5 %	13,6 %	4,3 %	1,7 %	6,1 %
S&P/TSX	-0,6 %	-10,1 %	13,3 %	2,6 %	2,5 %	5,1 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	0,1 %	-7,3 %	9,9 %	0,3 %	-1,9 %	-1,6 %
MSCI MONDE	4,4 %	-12,7 %	12,3 %	3,8 %	0,1 %	3,9 %
INDICE S&P GS COMMODITY	1,3 %	-22,9 %	15,0 %	-1,4 %	-4,2 %	-5,5 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-1,5 %	4,6 %	3,0 %	4,4 %	3,8 %	8,4 %
\$ CA/\$ US	1,8 %	-5,4 %	2,2 %	1,9 %	-1,1 %	0,8 %
\$ CA/€	2,4 %	-4,2 %	4,5 %	0,6 %	3,1 %	3,7 %

Perspectives

Le contexte économique est devenu plus difficile en raison de la faiblesse actuelle des bénéfices des sociétés, des incertitudes commerciales et de la détérioration des données économiques à l'échelle mondiale. Cependant, les banques centrales ont répondu jusqu'ici aux attentes des marchés et contribué au soutien des évaluations. Malgré une correction marquée des marchés boursiers, nous nous attendons à ce que nos activités de gestion de patrimoine continuent d'accroître les actifs des clients. En supposant que nous sommes à la fin du cycle économique et du marché haussier que nous connaissons actuellement, nous pouvons compter sur le fait que les activités de négociation seront soutenues par la rotation continue de l'argent des investisseurs entre différents secteurs d'activités et catégories d'actifs. En outre, nous croyons que le déplacement des stratégies de croissance vers un style privilégiant la valeur pourrait contribuer à accroître la durée de ce marché haussier et, finalement, l'expérience nous apprend que les activités de fusion et acquisition demeurent habituellement robustes à la toute fin des cycles économiques et des marchés haussiers. La demande du marché final à l'égard des activités de financement de sociétés et de consultation dans nos principaux secteurs cibles demeure solide, mais nous prévoyons que le calendrier de clôture des transactions continuera d'être perturbé à court terme.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à être la référence en matière de banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

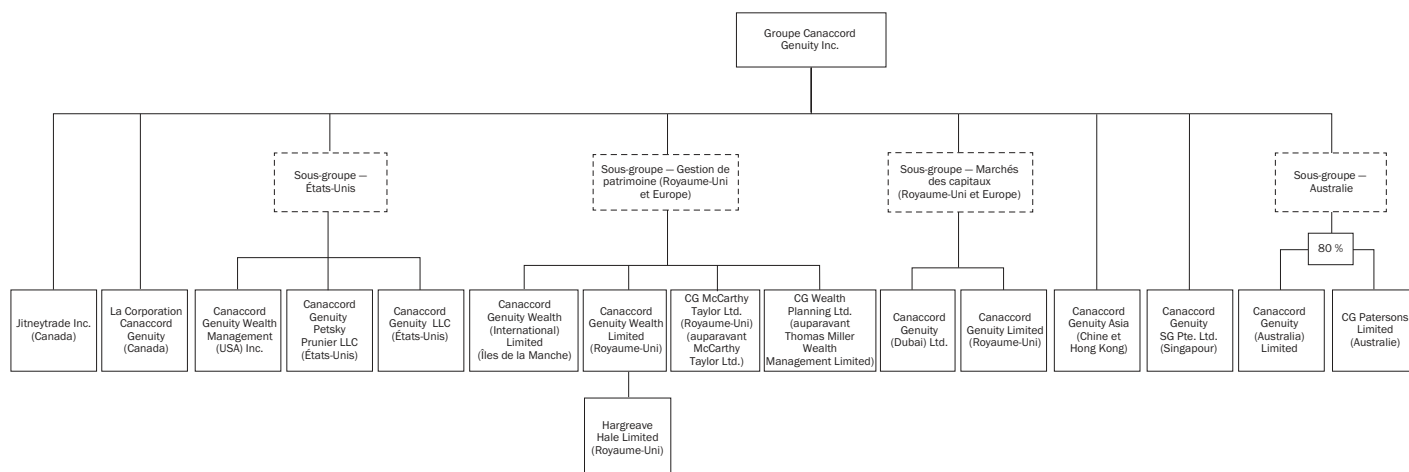
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 octobre 2019. La Société, par l'intermédiaire de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited le 21 octobre 2019.

La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (80 % au 31 mars 2019); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 30 septembre 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. [85 % au 31 mars 2019].

Résultats d'exploitation consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 septembre			Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre			Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018 (retraités) ⁸	2017		2019	2018 (retraités) ⁸	2017	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	132 325 \$	139 402 \$	96 125 \$	(5,1) %	274 117 \$	275 782 \$	201 080 \$	(0,6) %
Financement de sociétés	51 992	67 426	33 356	(22,9) %	136 793	134 947	74 052	1,4 %
Honoraires de consultation	42 015	44 396	30 589	(5,4) %	95 819	69 310	49 485	38,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	21 260	28 949	22 849	(26,6) %	46 333	59 857	48 736	(22,6) %
Intérêts	16 661	15 326	5 793	8,7 %	31 846	24 572	10 969	29,6 %
Autre	6 444	4 537	2 835	42,0 %	11 297	9 691	7 033	16,6 %
Total des produits des activités ordinaires	270 697	300 036	191 547	(9,8) %	596 205	574 159	391 355	3,8 %
Charges								
Charge de rémunération	157 780	179 091	122 934	(11,9) %	352 688	345 424	251 645	2,1 %
Autres charges indirectes ³	92 082	87 468	64 851	5,3 %	190 549	170 876	135 088	11,5 %
Frais connexes aux acquisitions	3 602	—	4 364	négl.	4 114	1 173	6 548	250,7 %
Frais de restructuration ⁴	1 098	—	6 256	négl.	1 098	1 316	6 704	(16,6) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	—	(100,0) %	—	8 608	—	(100,0) %
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	(35)	247	208	(114,2) %	234	258	208	(9,3) %
Total des charges	254 527	275 414	198 613	(7,6) %	548 683	527 655	400 193	4,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat	16 170	24 622	(7 066)	(34,3) %	47 522	46 504	(8 838)	2,2 %
Résultat net	13 178	18 019	(7 258)	(26,9) %	37 468	36 668	(9 818)	2,2 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	13 488	17 794	(7 485)	(24,2) %	37 693	35 410	(9 747)	6,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	(310)	225	227	(237,8) %	(225)	1 258	(71)	(117,9) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,10 \$	0,09 \$	(0,11) \$	11,1 %	0,28 \$	0,23 \$	(0,16) \$	21,7 %
Dividendes par action ordinaire	0,05 \$	0,01 \$	0,01 \$	négl.	0,10 \$	0,02 \$	0,02 \$	négl.
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁵								
Total de l'actif	4 612 600 \$	4 220 131 \$	3 413 398 \$	9,3 %				
Total du passif	3 774 655 \$	3 420 074 \$	2 679 660 \$	10,4 %				
Participations ne donnant pas le contrôle	1 733 \$	2 004 \$	13 354 \$	(13,5) %				
Total des capitaux propres	836 212 \$	798 053 \$	720 384 \$	4,8 %				
Nombre d'employés	2 143	2 036	1 953	5,3 %				
Compte non tenu des éléments importants⁶								
Total des produits des activités ordinaires	270 697	300 036	191 547	(9,8) %	596 205	574 159	391 355	3,8 %
Total des charges	242 125	261 918	186 152	(7,6) %	529 103	506 692	383 196	4,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat	28 572	38 118	5 395	(25,0) %	67 102	67 467	8 159	0,5 %
Résultat net	23 760	28 867	3 548	(17,7) %	54 414	53 902	5 163	0,9 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	23 863	28 642	3 321	(16,7) %	54 432	52 644	5 234	3,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	(103)	225	227	(145,8) %	(18)	1 258	(71)	(101,4) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	21 512	26 291	970	(18,2) %	49 730	47 942	343	3,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,18	0,23	0,01	(21,7) %	0,41	0,41	0,00	—

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour le semestre clos le 30 septembre 2019 (42 % pour le semestre clos le 30 septembre 2018 et 42 % pour le semestre clos le 30 septembre 2017).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et de l'actif au titre du droit d'utilisation et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration comptabilisés pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration comptabilisés pour le semestre clos le 30 septembre 2018 avaient été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration pour le semestre clos le 30 septembre 2017 étaient liés à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante ou dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019 et de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019.

8) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018, l'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018 (retraités) ³		2019	2018 (retraités) ³	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	270 697 \$	300 036 \$	(9,8) %	596 205 \$	574 159 \$	3,8 %
Total des charges selon les IFRS	254 527	275 414	(7,6) %	548 683	527 655	4,0 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>						
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	270 697	300 036	(9,8) %	596 205	574 159	3,8 %
Total des charges selon les IFRS	254 527	275 414	(7,6) %	548 683	527 655	4,0 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 465	639	285,6 %	4 936	1 218	305,3 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	1 316	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	1 629	—	négl.	1 806	1 173	54,0 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 528	2 751	28,2 %	6 571	5 607	17,2 %
Frais de restructuration	1 098	—	négl.	1 098	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions	1 973	—	négl.	2 308	—	négl.
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	1 709	1 498	14,1 %	2 861	3 041	(5,9) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	(100,0) %	—	8 608	(100,0) %
Total des éléments importants	12 402	13 496	(8,1) %	19 580	20 963	(6,6) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	242 125	261 918	(7,6) %	529 103	506 692	4,4 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	28 572 \$	38 118 \$	(25,0) %	67 102 \$	67 467 \$	(0,5) %
Impôt sur le résultat – ajusté	4 812	9 251	(48,0) %	12 688	13 565	(6,5) %
Résultat net – ajusté	23 760 \$	28 867 \$	(17,7) %	54 414 \$	53 902 \$	0,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	21 512	26 291	(18,2) %	49 730	47 942	3,7 %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	0,21 \$	0,27 \$	(22,2) %	0,49 \$	0,50 \$	(2,0) %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	0,18 \$	0,23 \$	(21,7) %	0,41 \$	0,41 \$	—

négl. : négligeable

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

3) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. L'ajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution, pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Cette fluctuation du change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

Régions

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et en Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter l'organisation de ces unités d'exploitation.

Goodwill

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

Malgré cette évaluation faite au 30 septembre 2019, des changements au contexte économique ou un contexte économique incertain pourraient faire changer cette évaluation. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada ou à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

Produits des activités ordinaires

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 se sont établis à 270,7 millions \$, en baisse de 9,8 %, ou 29,3 millions \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au T2/20, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré une diminution de 30,0 millions \$, ou 16,8 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des produits tirés des commissions et des honoraires, du financement de sociétés et des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Au Royaume-Uni et en Europe, la hausse des produits tirés du financement de sociétés a été en partie contrebalancée par la baisse des produits tirés des commissions et des honoraires et des activités de négociation à titre de contrepartiste. Les produits des activités ordinaires générés par notre secteur mondial Gestion de patrimoine Canaccord Genuity affichent également un léger recul de 0,8 million \$, comparativement à ceux du T2/19, la diminution des produits au Canada ayant été en partie compensée par la hausse des produits au Royaume-Uni et en Europe.

Dans le secteur d'exploitation Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la réduction des activités de financement et de consultation a eu une incidence négative sur les produits des activités ordinaires de tous nos secteurs d'exploitation au cours du trimestre. Alors qu'ils avaient été exceptionnellement élevés au T2/19, les produits tirés de nos activités au Canada ont reculé de 23,9 millions \$, ou 31,1 %, pour l'ensemble des catégories de produits, à l'exception des produits d'intérêts, qui ont augmenté en raison de l'accroissement des produits tirés de prêt de titres. Les produits tirés du financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste générés par nos activités aux États-Unis ont également baissé par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais cette baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des produits tirés des honoraires de consultation, laquelle découle de la croissance interne, et par l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie ont diminué de 2,3 millions \$ en partie en raison d'un recul des profits latents comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces baisses ont été contrebalancées par un léger recul de 0,4 million \$, ou 2,2 %, du total des produits de nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

Grâce à la progression des produits tirés des honoraires, attribuable à l'augmentation des actifs pour le compte de clients et à l'apport des acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 2,4 millions \$, ou 3,8 %, par rapport à ceux du T2/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont grimpé de 3,2 millions £, ou 8,6 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont diminué de 3,2 millions \$, ou 6,1 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des produits tirés du financement de sociétés attribuable à la baisse des nouvelles émissions.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 132,3 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont reculé de 7,1 millions \$, ou 5,1 %, par rapport à ceux du T2/19. Ce recul, qui est attribuable à une diminution des activités de négociation institutionnelles dans l'ensemble de nos principaux secteurs des marchés des capitaux, a donné lieu à une baisse de 10,2 millions \$, ou 22,8 %, dans notre groupe des marchés des capitaux mondiaux. Une augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires générés par nos activités de gestion de patrimoine a compensé en partie le recul des produits des activités ordinaires générés par notre secteur Marchés des capitaux.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont baissé de 15,4 millions \$, ou 22,9 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 52,0 millions \$ au T2/20, du fait d'une diminution des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les régions où nous exerçons nos principales activités ont vu les produits tirés des activités de financement de sociétés reculer, sauf au Royaume-Uni et en Europe, où les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 3,2 millions \$ au T2/20, en hausse par rapport à 1,5 million \$ au T2/19.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont chiffrés à 42,0 millions \$, en baisse de 2,4 millions \$, ou 5,4 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont affiché une progression de 4,5 millions \$ au titre des produits tirés des honoraires de consultation grâce à un accroissement du niveau d'activité et à l'apport, depuis le T4/19, de Petsky Prunier dont nous avons conclu l'acquisition récemment. Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont également généré des produits tirés des honoraires de consultation en hausse de 3,6 millions \$ au T2/20, par rapport à ceux du T2/19, grâce à la réalisation de

certain mandats. Nos activités au Canada ont connu un excellent trimestre au chapitre des produits tirés des honoraires de consultation, qui se sont chiffrés à 16,1 millions \$ au T2/20. Cependant, par rapport aux produits records de 25,9 millions \$ générés au T2/19, nos activités au Canada ont affiché une baisse de 9,8 millions \$, ou 37,8 %.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 21,3 millions \$ au T2/20, soit un recul de 7,7 millions \$, ou 26,6 %, par rapport à ceux du T2/19, qui découle surtout d'une baisse des activités sur les marchés et de nos activités de négociation sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a généré moins de possibilités de profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont établis à 16,7 millions \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, une hausse de 1,3 million \$, ou 8,7 %, comparativement à ceux du T2/19, qui est principalement attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et qui découle de l'accroissement des produits tirés de prêt de titres. Les produits divers ont été de 6,4 millions \$ au T2/20, une augmentation de 1,9 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent qui découle de la hausse des produits tirés des Services de courtage de correspondance Pinnacle.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont atteint 596,2 millions \$, en hausse de 3,8 %, ou 22,0 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux ont augmenté de 3,8 millions \$, ou 1,1 %, s'établissant à 338,7 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019. Nos activités de gestion de patrimoine mondiale, qui ont généré 245,1 millions \$ depuis le début de l'exercice 2020, ce qui représente une augmentation de 16,4 millions \$, ou 7,2 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ont également contribué à l'augmentation du total des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont chiffrés à 274,1 millions \$, une baisse de 1,7 million \$, ou 0,6 %, comparativement à ceux du semestre clos le 30 septembre 2018, qui reflète le déclin de nos activités sur les marchés des capitaux, en partie contrebalancé par la croissance de nos activités de gestion de patrimoine mondiale.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont augmenté de 1,8 million \$, ou 1,4 %, par rapport à ceux du premier semestre de l'exercice 2019, pour se fixer à 136,8 millions \$. La participation soutenue de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis a contribué à une hausse de 3,4 millions \$, ou 6,5 %, des produits tirés des activités de financement de sociétés, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont également affiché une hausse de 4,5 millions \$, ou 220,9 %, par rapport au semestre clos le 30 septembre 2018, grâce à un accroissement des activités de courtage. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une réduction des produits tirés du financement de sociétés générés par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et en Australie.

S'établissant à 95,8 millions \$, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une hausse de 38,2 %, ou 26,5 millions \$, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle principalement d'augmentations de 25,6 millions \$, ou 124,3 %, dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, et de 6,8 millions \$, ou 50,6 % dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe, attribuables, à l'acquisition de Petsky Prunier, à la réalisation de certains mandats au cours de la période au Royaume-Uni et en Europe.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 46,3 millions \$, en baisse de 13,5 millions \$, ou 22,6 %, par rapport à ceux du semestre clos le 30 septembre 2018. La plus importante baisse des produits en pourcentage, soit 6,3 millions \$, ou 57,6 %, a été enregistrée par nos activités au Royaume-Uni et en Europe en raison du départ de l'équipe des sociétés de placement au Royaume-Uni, tandis que notre bureau aux États-Unis a enregistré une baisse de 6,3 millions \$, ou 13,6 %, laquelle est attribuable à une diminution des activités de négociation de notre groupe Actions internationales.

Les produits d'intérêts ont progressé de 7,3 millions \$, ou 29,6 %, par rapport à ceux du semestre clos le 30 septembre 2018, pour s'établir à 31,8 millions \$ depuis le début de l'exercice 2020, en raison surtout de la hausse des produits tirés de prêt de titres générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les produits divers ont été de 11,3 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, une hausse de 1,6 million \$ liée à l'augmentation des produits tirés de nos services de courtage de correspondance.

Charges

Les charges pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 se sont établies à 254,5 millions \$, en baisse de 7,6 %, ou 20,9 millions \$, par rapport à celles du T2/19. Compte non tenu des éléments importants¹, les charges en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 2,1 points de pourcentage au T2/20 et de 0,5 point de pourcentage pour le semestre clos le 30 septembre 2019, ce qui s'explique par la baisse des produits des activités ordinaires au cours du trimestre et par la nature invariable de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement et des autres charges indirectes.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018 (retraités) ²		2019	2018 (retraités) ²	
Charge de rémunération	58,3 %	59,7 %	(1,4) p.p.	59,2 %	60,2 %	(1,0) p.p.
Autres charges indirectes ¹	34,0 %	29,1 %	4,9 p.p.	32,0 %	29,8 %	2,2 p.p.
Frais de restructuration	0,4 %	0,0 %	0,4 p.p.	0,2 %	0,2 %	0,0 p.p.
Frais connexes aux acquisitions	1,3 %	0,0 %	1,3 p.p.	0,7 %	0,2 %	0,5 p.p.
Perte sur extinction de débtures convertibles	0,0 %	2,9 %	(2,9) p.p.	0,0 %	1,5 %	(1,5) p.p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	0,0 %	0,1 %	(0,1) p.p.	0,0 %	—	0,0 p.p.
Total	94,0 %	91,8 %	2,2 p.p.	92,1 %	91,9 %	0,2 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

2) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débtures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débtures subordonnées éteintes. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Depuis le T1/20, les charges qui étaient auparavant comptabilisées à titre de charge de rémunération au rendement et de charges salariales sont regroupées dans les coûts de rémunération. Ce reclassement reflète la nouvelle façon adoptée par la direction pour passer en revue et surveiller notre structure de rémunération. Les informations comparatives ont été regroupées également en conséquence.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 157,8 millions \$ au T2/20, en baisse de 21,3 millions \$, ou 11,9 %, par rapport à celle du T2/19, ce qui concorde avec la baisse des produits des activités ordinaires pour le trimestre. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué, passant de 59,7 % au T2/19 à 58,3 % au T2/20, surtout en lien avec la baisse des coûts fixes du personnel.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

La charge de rémunération pour le semestre clos le 30 septembre 2019 s'est établie à 352,7 millions \$, en hausse de 7,3 millions \$, ou 2,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2019, ce qui concorde avec l'augmentation des produits des activités ordinaires pour le semestre. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a affiché une baisse de 1,0 point de pourcentage, s'établissant à 59,2 % pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Frais de négociation	21 083 \$	22 462 \$	(6,1) %	41 203 \$	40 962 \$	0,6 %
Locaux et matériel	4 224	10 230	(58,7) %	9 008	20 177	(55,4) %
Communications et technologie	15 191	15 015	1,2 %	31 549	30 201	4,5 %
Intérêts	8 313	8 218	1,2 %	16 424	13 812	18,9 %
Frais d'administration	26 289	21 292	23,5 %	56 656	44 976	26,0 %
Amortissement ¹	8 049	6 198	29,9 %	15 985	12 836	24,5 %
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	5 939	—	négl.	11 521	—	négl.
Frais de développement	2 994	4 053	(26,1) %	8 203	7 912	3,7 %
Total des autres charges indirectes	92 082 \$	87 468 \$	5,3 %	190 549 \$	170 876 \$	11,5 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Les autres charges indirectes ont été de 92,1 millions \$ au T2/20, une augmentation de 5,3 %, par rapport au T2/19. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont fixées à 34,0 % au T2/20, comparativement à 29,2 % au T2/19, soit une hausse de 4,8 %. L'augmentation des autres charges indirectes découle essentiellement de la hausse des frais d'administration et de la charge d'amortissement, en partie contrebalancée par la baisse des frais de négociation et des frais de développement. La hausse, des frais liés aux locaux et au matériel a été contrebalancée par l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 5,0 millions \$, ou 23,5 %, en comparaison de ceux du T2/19. Les plus importantes augmentations

ont été enregistrées par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, qui ont fait état de hausses des frais d'administration respectivement de 2,2 millions \$, ou 61,2 %, et de 1,4 million \$, ou 31,4 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par les frais supplémentaires liés aux conférences, aux autres frais de promotion et de déplacement et aux honoraires professionnels engagés pour soutenir la croissance de ces activités.

Comme il est décrit dans le rapport de gestion du T1/20, par suite de l'adoption de la nouvelle norme comptable IFRS 16, *Contrats de location*, les paiements de loyer ne sont plus comptabilisés dans les frais liés aux locaux et au matériel. À la place, des actifs au titre du droit d'utilisation sont comptabilisés et des obligations locatives d'un montant correspondant sont inscrites dans l'état de la situation financière. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement relative aux actifs au titre du droit d'utilisation de 5,9 millions \$ et une charge d'intérêts relative aux obligations locatives de 1,9 million \$. Les informations comparatives des périodes antérieures n'ont pas été retraitées dans le cadre de l'adoption de l'IFRS 16. Pour le T2/20, ce changement de méthode comptable a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 6,0 millions \$, ou 58,7 %, comparativement au T2/19, et une charge semblable de 5,9 millions \$ pour l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation a été comptabilisée pour la période considérée.

De plus, la charge d'amortissement a augmenté de 1,9 million \$, ou 29,9 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19, et celle de Thomas Miller au T1/20.

La hausse susmentionnée des autres charges indirectes a été en partie contrebalancée par une baisse des frais de développement de 1,1 million \$, attribuable à une diminution des charges de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ainsi que par des frais de négociation de 1,4 million \$, en lien avec la réduction des produits tirés des commissions et des honoraires.

Outre les autres charges indirectes, des frais de restructuration de 1,1 million \$ ont été comptabilisés au T2/20 dans le cadre de mesures d'intégration dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni. Aucuns frais de restructuration n'avaient été comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, des frais connexes aux acquisitions ont été comptabilisés par nos activités en Australie, pour un montant de 1,6 million \$ en lien avec l'acquisition de Patersons Securities Limited, qui a été conclue le 21 octobre 2019, ainsi que par nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, pour un montant de 2,0 millions \$.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les autres charges indirectes se sont chiffrées à 190,5 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, en hausse de 19,7 millions \$, ou 11,5 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes ont augmenté de 2,2 points de pourcentage par rapport à celles du semestre clos le 30 septembre 2018.

Comme il a déjà été mentionné, la Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, au début de l'exercice 2020. Ce changement de méthode comptable a entraîné une réduction de 11,2 millions \$ au titre des frais liés aux locaux et au matériel et une charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation de 11,5 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 1,3 million \$, ou 4,5 %, pour le semestre clos le 30 septembre 2019 en raison d'un accroissement des effectifs. La charge d'intérêts a augmenté de 2,6 millions \$, ou 18,9 %, par rapport à celle du semestre clos le 30 septembre 2018, ce qui est en partie attribuable à la charge d'intérêts comptabilisée en lien avec l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. En outre, la charge d'intérêts de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a également augmenté en lien avec l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire pour financer l'acquisition de Thomas Miller.

Les frais d'administration ont augmenté de 11,7 millions \$, ou 26,0 %, au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont enregistré une hausse de 7,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en partie en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires professionnels. De plus, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également affiché une augmentation de 2,8 millions \$, ou 34,5 %, ce qui est attribuable aux réserves comptabilisées au titre de questions d'ordre juridique en cours et aux frais engagés pour soutenir la croissance dans ce secteur.

L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises en lien avec les acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20 a entraîné une augmentation de 3,1 millions \$, ou 24,5 %, de la charge d'amortissement.

Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont comptabilisé des frais de restructuration de 1,1 million \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, en raison de la poursuite de la migration de Hargreave Hale vers nos applications d'arrière-guichet. Des frais de restructuration de 1,3 million \$ avaient été comptabilisés au cours du premier semestre de l'exercice 2019 au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2020, des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et d'autres coûts d'intégration, ainsi qu'avec l'acquisition de Patersons Securities Limited, qui a été conclue en octobre 2019.

Impôt sur le résultat

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le taux d'impôt effectif pour le T2/20 s'est établi à 18,5 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 26,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la comptabilisation d'une partie de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Le taux d'impôt effectif pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a été de 21,2 %, soit le même taux d'impôt que pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Au T2/20, le résultat net s'est chiffré à 13,2 millions \$, comparativement à un résultat net de 18,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,10 \$ au T2/20, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,09 \$ au T2/19.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles, les frais connexes aux acquisitions, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance liées aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 23,8 millions \$ au T2/20, comparativement à un résultat net de 28,9 millions \$ pour le T2/19. Le résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 0,18 \$ au T2/20, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,23 \$ au T2/19.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, le résultat net s'est établi à 37,5 millions \$, comparativement à un résultat net de 36,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,28 \$ pour la période considérée, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,23 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles, les frais connexes aux acquisitions, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance liées aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 54,4 millions \$ depuis le début de l'exercice 2020, comparativement à un résultat net de 53,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2019. Le résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 0,41 \$ pour le semestre considéré, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,41 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY^{1, 2, 5}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	148 693 \$	178 734 \$	(16,8) %	338 716 \$	334 906 \$	1,1 %
Charges						
Charge de rémunération	82 471	100 884	(18,3) %	192 073	192 724	(0,3) %
Autres charges indirectes	55 660	49 526	12,4 %	113 582	96 968	17,1 %
Frais connexes aux acquisitions	1 629	—	négl.	1 806	1 173	54,0 %
Frais de restructuration	—	—	négl.	—	1 316	(100,0) %
Total des charges	139 760	150 410	(7,1) %	307 461	292 181	5,2 %
Imputations intersectorielles ³	4 227	4 110	2,8 %	8 772	8 415	4,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	4 706 \$	24 214 \$	(80,6) %	22 483 \$	34 310 \$	(34,5) %
Nombre d'employés	777	770	1,9 %	—	—	—
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	135 666 \$	149 771 \$	(9,4) %	300 719 \$	288 474 \$	4,2 %
Imputations intersectorielles ³	4 227	4 110	2,8 %	8 772	8 415	4,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	8 800 \$	24 853 \$	(64,6) %	29 225 \$	38 017 \$	(23,1) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019 (42 % au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2018).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

5) Les résultats d'exploitation de Jitneytrade sont pris en compte depuis le 6 juin 2018 et ceux de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019.

négl. : négligeable

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity. Les intérêts liés aux activités de prêt de titres sont également comptabilisés dans notre division des marchés des capitaux.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	35,7 %	43,1 %	(7,4) p.p.	34,7 %	36,7 %	(2,0) p.p.
Royaume-Uni et Europe	13,4 %	10,9 %	2,5 p.p.	12,5 %	12,3 %	0,2 p.p.
États-Unis	46,1 %	40,7 %	5,4 p.p.	48,0 %	44,5 %	3,5 p.p.
Australie	4,8 %	5,3 %	(0,5) p.p.	4,8 %	6,5 %	(1,7) p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100,0 %	100,0 %		100 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Produits des activités ordinaires

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 148,7 millions \$ au cours du T2/20, soit 16,8 %, ou 30,0 millions \$ de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont affiché le plus important recul au chapitre des produits, soit 23,9 millions \$, ou 31,1 % de moins qu'au trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui est attribuable à une baisse des activités de financement et de consultation. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités aux États-Unis ont diminué de 4,2 millions \$, ou 5,8 %, par rapport à ceux du T2/19, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des produits tirés du financement de sociétés et des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste, en partie contrebalancée par la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie ont diminué de 2,3 millions \$, ou 24,4 %, comparativement à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2018, en raison principalement d'une réduction des profits latents comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces baisses ont été partiellement compensées par nos activités au Royaume-Uni et en Europe, dont les produits des activités ordinaires ont connu une légère augmentation de 0,4 million \$, ou 2,2 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges

Les charges pour le T2/20 se sont établies à 139,8 millions \$, en baisse de 7,1 %, ou 10,7 millions \$, par rapport à celles du T2/19. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 7,4 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la baisse des produits des activités ordinaires et par la nature fixe de certaines charges indirectes et de certaines composantes de la charge de rémunération.

Charge de rémunération

La charge de rémunération du T2/20 a diminué de 18,4 millions \$, ou 18,3 %, par rapport à celle du T2/19, en raison du recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 55,5 %, une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à celle du T2/19.

La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué dans la plupart des régions où nous exerçons nos activités du fait de la baisse des coûts fixes du personnel relativement aux variations des produits des activités ordinaires. La diminution la plus prononcée a été observée dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe, où le ratio de rémunération a reculé de 22,9 points de pourcentage, principalement en lien avec la diminution des coûts fixes du personnel attribuable aux activités de restructuration entreprises à la fin de l'exercice 2019. Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 4,9 points de pourcentage en raison de la baisse importante des produits des activités ordinaires relativement aux charges de rémunération fixes.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Canada	52,9 %	48,0 %	4,9 p.p.	51,7 %	49,7 %	2,0 p.p.
Royaume-Uni et Europe	63,2 %	86,1 %	(22,9) p.p.	61,2 %	80,0 %	(18,8) p.p.
États-Unis	54,6 %	56,2 %	(1,6) p.p.	58,4 %	57,1 %	1,3 p.p.
Australie	61,3 %	63,5 %	(2,2) p.p.	64,7 %	60,5 %	4,2 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	55,5 %	56,4 %	(0,9) p.p.	56,7 %	57,5 %	(0,8) p.p.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Le total des autres charges indirectes au T2/20 s'est établi à 55,7 millions \$ ou 37,4 % en pourcentage des produits des activités ordinaires.

Les frais d'administration au T2/20 se sont établis à 15,4 millions \$, soit une hausse de 3,5 millions \$, ou 29,3 %, par rapport au T2/19, ce qui s'explique en partie par la hausse des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés afin d'accroître et de soutenir l'accroissement du niveau d'activité commerciale dans nos activités au Canada et aux États-Unis. De plus, la charge d'intérêts a augmenté de 1,5 million \$, ou 60,8 %, en raison de la hausse des frais d'emprunt de titres au Canada.

Ainsi qu'il a été mentionné précédemment, la modification de la norme comptable relative aux contrats de location a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 3,6 millions \$, par rapport à ceux du T2/19, et à une augmentation semblable de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'amortissement du T2/20 a été aussi influencée par l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19.

Au T2/20, nos activités en Australie ont comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 1,6 million \$ en lien avec l'acquisition de Patersons Securities Limited, qui a été conclue en octobre 2019.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 4,7 millions \$ au T2/20, comparativement à un résultat net de 24,2 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, s'est établi à 8,8 millions \$ au T2/20, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 24,9 millions \$ au T2/19. La diminution du résultat avant impôt sur le résultat est principalement attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos activités canadiennes et américaines au T2/20, combinée à une augmentation des charges indirectes.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Produits des activités ordinaires

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 338,7 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, en hausse de 3,8 millions \$, ou 1,1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie ont affiché des baisses de leurs produits. Bien que nos activités canadiennes aient profité d'un accroissement de l'activité de financement de sociétés au cours de la période considérée, la réalisation d'un nombre moins élevé de mandats de consultation et la réduction des activités de négociation ont eu une incidence négative sur le total des produits des activités ordinaires. Nos activités australiennes ont également été touchées par le déclin des activités de financement pendant la période considérée et aussi par une diminution des profits latents générés par leurs positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. Les baisses au Canada et en Australie ont été compensées par la croissance de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. La hausse des produits tirés des honoraires de consultation générés par nos activités aux États-Unis a donné lieu à une hausse de 13,6 millions \$, ou 9,2 %, du total des produits des activités ordinaires, ce qui découle en partie de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Malgré les incertitudes sur le marché européen, les produits de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont également augmenté, soit de 1,0 million \$, ou 2,5 %, par rapport au semestre du dernier exercice.

Charges

Les charges pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont été de 307,5 millions \$, en hausse de 15,3 millions \$, ou 5,2 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,6 points de pourcentage par rapport à celui du semestre de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Charge de rémunération

La charge de rémunération du semestre clos le 30 septembre 2019 a diminué de 0,7 million \$, ou 0,3 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 56,7 %, une baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport à celle du premier semestre de l'exercice 2019.

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont augmenté de 16,6 millions \$, ou 17,1 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration, les frais liés aux communications et à la technologie et la charge d'intérêts représentent les hausses les plus importantes.

Les frais d'administration pour le semestre clos le 30 septembre 2019 se sont chiffrés à 33,9 millions \$, une hausse de 10,0 millions \$, ou 41,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, qui s'explique en partie par la hausse des frais liés aux conférences ainsi que par l'augmentation des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés pour soutenir l'accroissement des effectifs dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Il y a également eu une augmentation de la charge d'intérêts de 2,7 millions \$, ou 52,1 %, en raison de la hausse des frais d'emprunt de titres et de la comptabilisation d'une charge d'intérêts relative aux obligations locatives conformément à ce qui est prescrit en vertu de l'IFRS 16. De plus, cette modification de méthode comptable a également donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 6,7 millions \$, par rapport à ceux du premier semestre de l'exercice 2019, et à une augmentation semblable de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'amortissement du semestre clos le 30 septembre 2019 a été aussi influencée par l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier conclue au T4/19.

Des frais connexes aux acquisitions de 1,8 million \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier et de Patersons Securities Limited au cours du premier semestre de l'exercice 2020.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 22,5 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à un résultat net de 34,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, s'est établi à 29,2 millions \$ pour la période considérée, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 38,0 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2019. La diminution du résultat avant impôt sur le résultat est essentiellement attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos activités canadiennes et australiennes, en partie contrebalancée par l'apport net plus important de nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services donnant droit à des honoraires, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	48 996 \$	52 199 \$	(6,1) %	106 814 \$	98 988 \$	7,9 %
Charges						
Charge de rémunération	27 849	30 164	(7,7) %	61 341	56 771	8,0 %
Autres charges indirectes	11 232	11 001	2,1 %	22 586	22 982	(1,7) %
Total des charges	39 081	41 165	(5,1) %	83 927	79 753	5,2 %
Imputations intersectorielles ²	3 309	3 363	(1,6) %	7 021	6 406	9,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 606 \$	7 671 \$	(13,9) %	15 866 \$	12 829 \$	23,7 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	4 423	4 158	6,4 %			
ASA – Canada ⁴	20 408	19 746	3,4 %			
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	151	150	0,7 %			
Nombre d'employés	430	413	4,1 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	39 081 \$	41 165 \$	(5,1) %	83 927 \$	79 753 \$	5,2 %
Imputations intersectorielles ²	3 309	3 363	(1,6) %	7 021	6 406	9,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 606	7 671	(13,9) %	15 866	12 829	23,7 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

négl. : négligeable

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 49,0 millions \$, soit une baisse de 3,2 millions \$, ou 6,1 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2018. Cette baisse est attribuable au recul des produits tirés du financement de sociétés et à la diminution des produits d'intérêts.

Les ASA au Canada ont affiché une hausse de 3,4 %, passant de 19,7 milliards \$ au 30 septembre 2018 à 20,4 milliards \$ au 30 septembre 2019, ce qui s'explique par nos initiatives soutenues de développement dans ce secteur. On comptait 151 équipes de conseillers au Canada, soit une de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires dans nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont progressé de 7,8 points de pourcentage par rapport au T2/19 et ont représenté 41,6 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Le total des charges pour le T2/20 s'est établi à 39,1 millions \$, en baisse de 2,1 millions \$, ou 5,1 %, par rapport à celui du T2/19. Le total de la charge de rémunération a diminué de 2,3 millions \$, ce qui est conforme à la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement pendant le trimestre. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 56,8 % au T2/20, une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à celle du T2/19.

Les autres charges indirectes ont été relativement stables par rapport à celles du T2/19, affichant une légère hausse de 0,2 million \$ comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. En raison de la baisse des produits des activités ordinaires et de la nature invariable de certaines charges indirectes, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 0,9 point de pourcentage par rapport à celui du T2/19.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 0,6 million \$, comparativement à ceux du T2/19, par suite du changement de méthode comptable pour les contrats de location comme il a été mentionné précédemment, et une charge correspondante de 0,6 million \$ pour l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation a été comptabilisée au T2/20. Les baisses des frais liés aux communications et à la technologie et de la charge d'intérêts ont été contrebalancées par la hausse des frais de négociation attribuable à l'accroissement des activités transactionnelles et par l'augmentation des frais de développement découlant de nos activités de recrutement dans ce secteur.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 6,6 millions \$ au T2/20, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 7,7 millions \$ au T2/19, essentiellement du fait de la baisse des produits des activités ordinaires.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont élevés à 106,8 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, en hausse de 7,8 millions \$, ou 7,9 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout le fait de la progression des produits tirés des commissions et des honoraires.

Le total des charges pour le semestre clos le 30 septembre 2019 s'est établi à 83,9 millions \$, en hausse de 4,2 millions \$, ou 5,2 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a affiché une légère hausse de 0,1 point de pourcentage, se fixant à 57,4 % pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Les autres charges indirectes ont légèrement diminué de 1,7 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration ont reculé de 1,3 million \$, ou 18,8 %, en raison de la réduction des frais de transfert liée à une diminution du nombre de transferts de clients. La charge d'intérêts a également baissé de 0,7 million \$, ou 48,0 %, en raison de la diminution des intérêts payés au titre des comptes clients en raison d'une réduction des soldes de trésorerie au T2/20 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ainsi qu'il a été mentionné précédemment, l'adoption de la nouvelle norme comptable relative aux contrats de location a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 1,5 million \$ et à une augmentation semblable de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par une hausse des frais de développement de 1,0 million \$, ou 26,2 %, liée à l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 15,9 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 12,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET EN EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018		2019	2018	
Produits des activités ordinaires	66 376 \$	63 927 \$	3,8 %	138 299 \$	129 714 \$	6,6 %
Charges						
Charge de rémunération	36 856	36 356	1,4 %	76 067	74 298	2,4 %
Autres charges indirectes	19 333	18 549	4,2 %	41 910	36 942	13,4 %
Frais de restructuration	1 098	—	négl.	1 098	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions	1 973	—	négl.	2 308	—	négl.
Total des charges	59 260	54 905	7,9 %	121 383	111 240	9,1 %
Imputations intersectorielles ²	310	308	0,6 %	611	612	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 806	8 714	(21,9) %	16 305	17 862	(8,7) %
ASG – Royaume-Uni et Europe³	44 183	45 230	(2,3) %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	215	193	11,4 %			
Nombre d'employés	572	559	2,3 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	50 952 \$	50 656 \$	0,6 %	108 545 \$	102 592 \$	5,8 %
Imputations intersectorielles ²	310	308	0,6 %	611	612	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	15 114	12 963	16,6 %	29 143	26 510	9,9 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

5) Comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor, société acquise le 29 janvier 2019, et les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019.

Les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor sont pris en compte depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et ceux de Thomas Miller, après la date de clôture du 1^{er} mai 2019, et ils sont également inclus dans l'analyse ci-après.

Deuxième trimestre de l'exercice 2020 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation. Les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 66,4 millions \$ au T2/20, en hausse de 3,8 %, ou 2,4 millions \$, par rapport à ceux du T2/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 40,8 millions £ au T2/20, en hausse de 8,6 %, comparativement à 37,5 millions £ au T2/19, ce qui reflète la croissance soutenue de ce secteur d'activité et l'expansion découlant des récentes acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

Au 30 septembre 2019, les ASG au Royaume-Uni et en Europe se sont inscrits à 44,2 milliards \$, en baisse de 2,3 %, par rapport à 45,2 milliards \$ au 30 septembre 2018. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 1,0 %, passant de 26,9 milliards £ au 30 septembre 2018 à 27,1 milliards £ au 30 septembre 2019. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 74,9 % du total des produits des activités ordinaires au T2/20, ce qui représente une hausse de 1,6 point de pourcentage.

Sous l'influence de l'augmentation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération a augmenté de 0,5 million \$, ou 1,4 %, au T2/20 comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,3 point de pourcentage, passant de 56,9 % au T2/19 à 55,5 % au T2/20, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel.

Les autres charges indirectes se sont chiffrées à 19,3 millions \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, en hausse de 4,2 % par rapport à 18,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration ont fait l'objet de l'augmentation la plus importante au titre des charges indirectes, soit une hausse de 1,1 million \$, ou 26,4 % comparativement à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2018, notamment en raison de réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours. Les frais de négociation ont également augmenté de 1,2 million \$, ou 65,8 %, ce qui est conforme à l'augmentation des activités transactionnelles. La baisse de 1,4 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel a été contrebalancée en partie par une hausse de la charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation inscrite au cours du trimestre considéré par suite de la modification de la norme comptable relative aux contrats de location. La charge d'amortissement a également augmenté de 0,6 million \$, ou 16,6 %, en raison de l'amortissement au titre des acquisitions de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20. Ces augmentations au titre des autres charges indirectes ont été contrebalancées par une baisse des frais de développement de 1,6 million \$ au cours du T2/19, découlant en partie d'une réduction des coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance liées aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Outre les autres charges indirectes, des frais de restructuration et des frais connexes aux acquisitions respectivement de 1,1 million \$ et 2,0 millions \$ ont été comptabilisés au T2/20 dans le cadre de l'intégration des acquisitions récentes.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 6,8 millions \$ par rapport à 8,7 millions \$ au T2/19. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent les frais connexes aux acquisitions, l'amortissement d'immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et aux initiatives de croissance liées aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est élevé à 15,1 millions \$, soit 2,2 millions \$ de plus qu'au T2/19.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 138,3 millions \$, ce qui représente une augmentation de 8,6 millions \$, ou 6,6 %, par rapport ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, les charges ont augmenté de 10,1 millions \$, ou 9,1 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a déjà été mentionné, les frais d'administration ont augmenté de 2,8 millions \$, ou 34,5 %, en raison de réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours. En outre, les acquisitions de Thomas Miller et de McCarthy Taylor ont également contribué à la hausse des frais de bureau et des frais professionnels visant à encourager la croissance dans cette région. L'augmentation des frais de négociation de 2,3 millions \$, ou 59,2 %, est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation s'est établi à 1,6 million \$ pour la période considérée, ce qui contrebalance la baisse des frais liés aux locaux et au matériel attribuable à la modification de la norme comptable relative aux contrats de location.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont comptabilisé des frais connexes à l'acquisition de 2,3 millions \$ en raison de l'acquisition de Thomas Miller ainsi que de certains frais d'intégration. Au cours du premier semestre de l'exercice 2020, des frais de restructuration de 1,1 million \$ ont également été comptabilisés.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 16,3 millions \$, comparativement à 17,9 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent les frais connexes aux acquisitions, l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, les frais de restructuration et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est élevé à 29,1 millions \$, soit 2,6 millions \$, ou 9,9 %, de plus que celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète les synergies réalisées et l'apport net positif de notre expansion dans cette division.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2019	2018 (retraités) ⁴		2019	2018 (retraités) ⁴	
Produits des activités ordinaires	6 632 \$	5 176 \$	28,1 %	12 376 \$	10 551 \$	17,3 %
Charges						
Charge de rémunération	10 604	11 687	(9,3) %	23 207	21 631	7,3 %
Autres charges indirectes	5 857	8 392	(30,2) %	12 471	13 984	(10,8) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	(100,0) %	—	8 608	(100,0) %
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	(35)	247	(114,2) %	234	258	(9,3) %
Total des charges	16 426	28 934	(43,2) %	35 912	44 481	(19,3) %
Imputations intersectorielles ²	(7 846)	(7 781)	0,8 %	(16 404)	(15 433)	6,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(1 948)	(15 977)	négl.	(7 132)	(18 497)	(61,4) %
Nombre d'employés	328	294	11,6 %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	16 426 \$	20 326 \$	(19,2) %	35 912 \$	35 873 \$	0,1 %
Imputations intersectorielles ²	(7 846)	(7 781)	0,8 %	(16 404)	(15 433)	6,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(1 948)	(7 369)	(73,6) %	(7 132)	(9 889)	(27,9) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

4) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Deuxième trimestre de l'exercice 2020 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 se sont chiffrés à 6,6 millions \$, une augmentation de 1,5 million \$, ou 28,1 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de Pinnacle Correspondent Services.

Les charges ont diminué de 12,5 millions \$, ou 43,2 %, au T2/20 pour s'établir à 16,4 millions \$ par rapport à celles du trimestre clos le 30 septembre 2018. La charge de rémunération a diminué de 1,1 million \$, ou 9,3 %, par rapport à celle du trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui s'explique par la baisse de la rentabilité de la Société.

La baisse de 2,5 millions \$ des autres charges indirectes par rapport à celles du T2/19 découle principalement de la comptabilisation accélérée de la charge d'intérêts liée au rachat de 60,0 millions \$ de débentures subordonnées non garanties émises en octobre 2016 qui avaient été comptabilisées au cours de l'exercice précédent.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 1,9 million \$ au T2/20, comparativement à une perte de 16,0 millions \$ au T2/19. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent la perte sur extinction de débentures convertibles, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 1,9 million \$, comparativement à une perte de 7,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Cumul de l'exercice 2020 par rapport à la période correspondante de 2019

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le semestre clos le 30 septembre 2019 se sont chiffrés à 12,4 millions \$, une augmentation de 1,8 million \$, ou 17,3 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de Pinnacle Correspondent Services.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, les charges ont diminué de 8,6 millions \$, ou 19,3 %, du fait surtout de la perte de 8,6 millions \$ sur extinction de débentures convertibles comptabilisée au cours de la période précédente. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges est demeuré le même par rapport à celui du semestre clos le 30 septembre 2018.

La charge de rémunération a augmenté de 1,6 million \$, ou 7,3 %, par rapport à celle du semestre clos le 30 septembre 2018, ce qui découle de la rentabilité accrue, ainsi que de la hausse des coûts fixes attribuable à l'augmentation des effectifs pour soutenir la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine.

Les autres charges indirectes ont diminué de 10,8 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse du recouvrement des frais de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et de gestion de patrimoine.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 7,1 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 18,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 7,1 millions \$ pour la période considérée, comparativement à 9,9 millions \$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le tableau ci-après présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 septembre 2019. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020		Exercice 2019				Exercice 2018	
	T2	T1	T4	T3	T2 (retraités) ¹	T1	T4	T3
Produits des activités ordinaires								
Marchés des capitaux								
Canaccord Genuity	148 693	190 023	160 047	209 373	178 734	156 172	200 687	196 203
Gestion de patrimoine								
Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	48 996	57 818	53 636	54 202	52 199	46 789	51 455	48 428
Royaume-Uni et								
Europe	66 376	71 923	63 494	61 777	63 927	65 787	64 923	60 945
Non sectoriel et autres	6 632	5 744	7 631	6 248	5 176	5 375	5 015	3 866
Total des produits des activités ordinaires	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442
Résultat net	13 178	24 290	2 456	32 458	18 019	18 649	(9 703)	36 598
Résultat par action ordinaire – de base	0,11 \$	0,22 \$	0,00 \$	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$	(0,15) \$	0,35 \$
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,10 \$	0,18 \$	0,00 \$	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$	(0,15) \$	0,29 \$
Résultat net, compte non tenu des éléments importants ¹	23 760 \$	30 654 \$	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – de base	0,21 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – après dilution	0,18 \$	0,23 \$	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$

1) Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Pour les trimestres et les semestres clos le 30 septembre 2018, le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.

Grâce à la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles et à la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, la Société a affiché des produits des activités ordinaires et un résultat net élevés au cours des derniers trimestres. Notre rendement au cours du T2/20 a souffert du ralentissement des activités de financement et de consultation sur les marchés mondiaux, entraînant une baisse de nos produits des activités ordinaires consolidés de 16,8 % par rapport à ceux du trimestre précédent, et de 9,8 % par rapport à ceux du T2/19. Malgré la baisse des produits des activités ordinaires, nos activités au Canada et aux États-Unis sont demeurées rentables. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et en Australie ont généré des pertes respectivement de 0,4 million \$ et 0,6 million \$ au cours du T2/20, compte non tenu des éléments importants¹.

La division Marchés des capitaux Canaccord Genuity, qui a subi les contrecoups de la baisse des activités sur les marchés au cours du trimestre, a vu ses produits des activités ordinaires diminuer de 16,8 % par rapport à ceux du T2/19, et de 21,7 % par rapport à ceux du T1/20, période qui avait affiché un solide rendement. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont tiré parti de notre participation à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis au cours des derniers trimestres, plus particulièrement durant la deuxième partie de l'exercice de 2019 et au cours du T1/20. Le niveau des activités de financement et de consultation a ralenti au cours du T2/20, entraînant une diminution des produits des activités ordinaires et de la rentabilité au cours du trimestre considéré.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 68,5 millions \$, ce qui représente une baisse de 5,8 % par rapport à ceux du T2/19, et de 27,2 % par rapport à ceux du T1/20. Malgré la baisse par rapport au montant record comptabilisé au T1/20 au titre des produits tirés des honoraires de consultation, les activités de consultation ont poursuivi leur croissance dans ce secteur d'exploitation, en raison de la croissance interne et de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. La rentabilité de nos activités aux États-Unis a également augmenté au cours des derniers trimestres, atteignant un montant record au T1/20.

En ce qui a trait à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, une période prolongée d'incertitude, tant sur le plan politique que sur les marchés au Royaume-Uni, a eu une incidence sur nos activités de mobilisation de capitaux, nos activités de consultation et nos activités connexes, entraînant une baisse des produits des activités ordinaires et de la rentabilité. Grâce aux mesures de restructuration entreprises à la fin de l'exercice 2019, nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont presque atteint le seuil de rentabilité au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2020, ce qui représente une amélioration considérable par rapport aux pertes importantes subies au cours des trimestres précédents.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie se sont chiffrés à 7,1 millions \$ au T2/20, en baisse de 2,1 millions \$, ou 22,4 %, par rapport à ceux du T1/20, mais en baisse de 24,4 %, comparativement aux produits records qui ont été enregistrés au T2/19. Nos activités en Australie ont souffert du ralentissement des activités de financement au cours du deuxième semestre de l'exercice de 2019. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région, particulièrement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2019, s'explique par les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes. Compte tenu de la baisse des prix du marché au cours du T4/19 et du premier semestre de l'exercice 2020, les pertes latentes inhérentes aux positions susmentionnées ont fait diminuer les profits comptabilisés au cours des trimestres précédents.

Grâce à nos investissements soutenus dans cette division, les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont accrues. Cependant, les produits des activités ordinaires ont reculé de 15,3 % au cours du trimestre considéré par rapport à ceux des produits records enregistrés au T1/20. Les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur ont diminué au cours du T2/20 par rapport au trimestre précédent et à l'exercice 2019, reflétant la diminution des nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada. Malgré la baisse des produits des activités ordinaires, ce secteur d'exploitation a continué à générer un apport élevé à la rentabilité globale de la Société, du fait de la comptabilisation d'une marge bénéficiaire avant impôt de 13,5 % au T2/20. Les actifs sous administration², y compris les actifs sous gestion, ont augmenté de 3,4 % par rapport à ceux du T2/19 et ont diminué de 3,8 %, comparativement à ceux du trimestre précédent, en raison de la réduction de la valeur de marché.

Les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont connu une expansion au cours des deux derniers exercices grâce aux acquisitions de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller. Les produits des activités ordinaires générés dans cette région ont augmenté de 3,8 % par rapport à ceux du T2/19 et ont diminué de 7,7 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de nos activités et de l'augmentation des effectifs, la marge bénéficiaire est demeurée solide à 22,8 % au T2/20 compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T2/20, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 74,9 %, soit une augmentation de 1,6 point de pourcentage par rapport au T2/19. Les actifs sous gestion¹ se sont établis à 44,2 milliards \$ à la fin du T2/20, en baisse de 2,3 % par rapport à 45,2 milliards \$ à la fin du T2/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 1,0 %, passant de 26,9 milliards £ au 30 septembre 2018 à 27,1 milliards £ au 30 septembre 2019.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les produits d'intérêts et les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien, ainsi que par les produits des activités ordinaires tirés de Pinnacle Correspondent Service.

Frais insectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité du T2/20 ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 459,2 millions \$ au 30 septembre 2019, contre 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 26.

Les titres détenus s'établissaient à 758,1 millions \$ au 30 septembre 2019 en regard de 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, surtout en raison d'une augmentation du nombre de titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus au 30 septembre 2019.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,7 milliards \$ au 30 septembre 2019, soit le même montant qu'au 31 mars 2019.

Le goodwill atteignait 371,8 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 167,3 millions \$ au 30 septembre 2019. Au 31 mars 2019, le goodwill s'établissait à 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 154,5 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller.

À la suite de l'adoption de l'IFRS 16, norme relative à la comptabilisation des contrats de location, des actifs au titre du droit d'utilisation de 105,1 millions \$ ont été comptabilisés au 30 septembre 2019.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 62,9 millions \$ au 30 septembre 2019, comparativement à 56,6 millions \$ au 31 mars 2019, principalement en raison d'une hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2019, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

au Royaume-Uni d'un montant total de 637,4 millions \$ (743,6 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 4,4 millions \$ (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 543,0 millions \$ au 30 septembre 2019, contre 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,8 milliards \$ au 30 septembre 2019, une diminution par rapport à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2019, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, d'autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 20,6 millions \$ au 30 septembre 2019, une augmentation par rapport à 22,6 millions \$ au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des passifs d'impôt différé.

Des obligations locatives de 113,7 millions \$ ont également été comptabilisées au 30 septembre 2019 en raison de l'adoption de l'IFRS 16.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (solde impayé de 34,7 millions £ ou 56,4 millions \$ CA au 30 septembre 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a contracté un emprunt supplémentaire de 17,0 millions £ (27,7 millions \$ CA au 30 septembre 2019) en lien avec l'acquisition de Thomas Miller. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé de 50,9 millions £ (82,7 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,8829 % au 30 septembre 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle respectivement de 8,3 millions \$ et 110,4 millions \$ ont été comptabilisées au 30 septembre 2019 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier ainsi que de Thomas Miller (respectivement 22,2 millions \$ et 108,3 millions \$ au 31 mars 2019). Il y avait également un billet payable de 5,4 millions \$ lié à l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (5,8 millions \$ au 31 mars 2019).

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 1,7 million \$ au 30 septembre 2019, en comparaison de 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, ce qui représente 15 % de l'actif net de nos activités en Australie (15 % au 31 mars 2019).

Arrangements hors bilan

Au 30 septembre 2019, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) au 31 mars 2019) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 4,4 millions \$ (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 30 septembre 2019 :

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2021	Exercice 2022 – Exercice 2023	Exercice 2024 – Exercice 2025	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	116 673	26 666	43 855	30 302	15 850
Emprunt bancaire ¹	87 072	8 785	31 295	46 992	—
Débtentures convertibles ²	165 906	8 295	16 591	141 020	—
Total des obligations contractuelles	369 651	43 746	91 741	218 314	15 850

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale et la facilité de crédit de 15 000 000 \$ liée à l'acquisition de Thomas Miller. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 2,8829 % (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019) et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2023. Le solde actuel est de 50,8 millions £.

2) Les débtentures convertibles se composent de débtentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (débtentures) émises au T2/19. Les débtentures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débtentures à compter du 31 décembre 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, les débtentures convertibles, le surplus d'apport, les résultats non distribués (déficit) et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 30 septembre 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 459,2 millions \$, en baisse de 361,5 millions \$ par rapport à 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, un montant de 72,6 millions \$ a été utilisé dans le cadre des activités de financement, en raison essentiellement de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat importante, de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du régime

d'intéressement à long terme (RILT), des paiements de loyers et du versement de dividendes en espèces sur les actions ordinaires et privilégiées, contrebalancé en partie par le produit tiré d'un emprunt bancaire. Un montant de 33,8 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de Thomas Miller et l'acquisition d'une participation dans une entreprise associée. Un montant de 244,4 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, principalement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 10,8 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

En comparaison avec le semestre clos le 30 septembre 2018, le montant affecté aux activités de financement a augmenté de 121,1 millions \$, en raison essentiellement de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat importante, du versement de dividendes supplémentaires sur les actions ordinaires ainsi que de la variation de la dette bancaire. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 8,2 millions \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'acquisition de Thomas Miller au cours du premier semestre de l'exercice 2020 par rapport à l'achat de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement ont entraîné une hausse des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 268,3 millions \$. De plus, les soldes de trésorerie ont augmenté de 1,6 million \$ en raison de l'incidence du change sur les soldes de trésorerie au T2/20 par rapport à ceux du T2/19. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 438,1 millions \$, passant de 897,3 millions \$ au 30 septembre 2018 à 459,2 millions \$ au 30 septembre 2019.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Débetures convertibles

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (débetures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture d'un placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débetures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débetures offertes, les « débetures convertibles »). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débetures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$.

Les débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débetures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débetures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 30 septembre	
	2019	2018
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	98 308 485	97 054 605
Nombre d'actions émises et en circulation ²	108 492 487	115 706 975
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	132 682 013	137 741 166
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	101 315 212	95 590 153
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	130 434 563	114 092 501
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ⁴	130 434 563	127 365 001

1) Exclut 9 899 357 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 284 645 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

2) Inclut 9 899 357 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 284 645 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 24 189 526 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution selon l'IFRS, compte non tenu des éléments importants.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être

rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle ou de l'OPRCNA qui est venue à échéance le 14 août 2019.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2019 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2020) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 47 589 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2019 à juillet 2019 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 190 357 actions ordinaires).

Au 31 octobre 2019, 108 494 193 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiement fondé sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiement fondé sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2019.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 30 septembre 2019, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 1,3 million \$ US, une diminution de 53,6 millions \$ US par rapport au 30 septembre 2018. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 4,3 millions \$ US, une augmentation de 3,8 millions \$ US par rapport au 30 septembre 2018. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. La Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 30 septembre 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours était de néant (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours des États-Unis s'établissait à une position acheteur de 1,7 million \$ (1,3 million \$ US) (néant au 31 mars 2019).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contreparties et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 22 des états financiers consolidés annuels audités.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'unités d'actions liées au rendement et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs ont le droit d'acheter des unités d'actions différées (UAD).

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	2019	31 mars 2019
Créances clients	1 774 \$	837 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	764	942

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits des activités ordinaires, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés pour la répartition préliminaire du prix d'acquisition, notamment dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020 et sont présentées dans notre rapport annuel de 2019 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du T2/20 cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés annuels audités, à l'exception des nouvelles normes comptables présentées ci-après adoptées à compter du 1^{er} avril 2019 :

IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative avec contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative découlant de ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- Appliquer un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de transition
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus avec des actifs au titre du droit d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyer effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé dans ses états de la situation financière consolidés un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante d'un montant respectivement de 117,4 millions \$ et 126,2 millions \$. Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement relative aux actifs au titre du droit d'utilisation de 5,6 millions \$ et une charge d'intérêts relative aux obligations locatives de 3,6 millions \$.

Interprétation IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle détient des positions fiscales incertaines, notamment en matière de prix de transfert. Les déclarations fiscales que la Société et ses filiales produisent dans différents territoires comprennent des déductions liées aux prix de transfert, et les administrations fiscales pourraient contester ces traitements fiscaux. Après avoir examiné sa conformité à l'égard de ses obligations fiscales et de l'établissement des prix de transfert, la Société a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2019.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 30 septembre 2019, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 30 septembre 2019.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 décembre 2019 aux actionnaires inscrits le 29 novembre 2019.

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 décembre 2019.

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 décembre 2019.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés-cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont, en raison de leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, le volume de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. De plus, les activités de la Société au Royaume-Uni sont exposées au risque de marché et au risque de volatilité liés à ce qu'on appelle le « Brexit », soit la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent du volume de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs; il permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et il favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2019.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur

américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis, des cigarettes électroniques et du vapotage, comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, sa capacité à récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation ne peut être prédite avec certitude.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2019 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver, BC, Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC
V7Y 1H2, Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Débitures subordonnées de premier rang non garanties convertibles
Bourse de Toronto : CF.DA.A

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel 2019 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T3/20	5 février 2020	20 mars 2020	31 mars 2020	28 février 2020	10 mars 2020
T4/20	3 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020
T1/21	5 août 2020	18 septembre 2020	30 septembre 2020	28 août 2020	10 septembre 2020
T2/21	4 novembre 2020	18 décembre 2020	31 décembre 2020	27 novembre 2020	10 décembre 2020

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2019	31 mars 2019
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		459 158 \$	820 739 \$
Titres détenus	4	758 130	690 499
Créances clients	6, 18	2 688 154	2 656 664
Impôt sur le résultat à recevoir		14 877	2 502
Total des actifs courants		3 920 319	4 170 404
Actifs d'impôt différé		16 043	22 117
Placements	7	8 249	6 224
Matériel et aménagements des locaux loués		23 754	25 792
Immobilisations incorporelles	9	167 348	154 521
Goodwill	9	371 770	370 236
Actifs au titre du droit d'utilisation	3	105 117	—
		4 612 600	4 749 294
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire	5	4 379	9 639
Titres vendus à découvert	4	543 035	373 419
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 18	2 749 439	3 123 765
Provisions	20	8 961	18 212
Impôt sur le résultat à payer		3 753	5 415
Dette subordonnée	5, 11	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	12	6 510	9 294
Tranche à court terme des obligations locatives		20 893	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	5, 8	29 301	—
Total des passifs courants		3 373 771	3 547 244
Passifs d'impôt différé		7 723	7 978
Débetures convertibles	13	127 763	127 225
Contrepartie différée	5, 8	8 344	22 225
Contrepartie éventuelle	5, 8	81 104	108 319
Billet payable	5	5 363	5 832
Autres passifs non courants	5	1 628	1 741
Obligations locatives		92 759	—
Emprunt bancaire	12	76 200	50 370
		3 774 655	3 870 934
Capitaux propres			
Actions privilégiées	14	205 641	205 641
Actions ordinaires	15	687 164	672 896
Composante capitaux propres des débetures convertibles	13	5 156	5 156
Bons de souscription	15	—	1 975
Contrepartie différée		13 091	—
Surplus d'apport		68 481	124 710
Déficit		(229 107)	(237 770)
Cumul des autres éléments du résultat global		85 786	103 755
Total des capitaux propres		836 212	876 363
Participations ne donnant pas le contrôle		1 733	1 997
Total des capitaux propres		837 945	878 360
		4 612 600 \$	4 749 294 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

Daniel Daviau

Administrateur

« Terrence A. Lyons »

Terrence A. Lyons

Administrateur

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)	30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		132 325 \$	139 402 \$	274 117 \$	275 782 \$
Financement de sociétés		51 992	67 426	136 793	134 947
Honoraires de consultation		42 015	44 396	95 819	69 310
Négociation à titre de contrepartiste		21 260	28 949	46 333	59 857
Intérêts		16 661	15 326	31 846	24 572
Autres		6 444	4 537	11 297	9 691
		270 697	300 036	596 205	574 159
CHARGES					
Charge de rémunération		157 780	179 091	352 688	345 424
Frais de négociation		21 083	22 462	41 203	40 962
Locaux et matériel		4 224	10 230	9 008	20 177
Communications et technologie		15 191	15 015	31 549	30 201
Intérêts		8 313	8 218	16 424	13 812
Frais d'administration		26 289	21 292	56 656	44 976
Amortissement		8 049	6 198	15 985	12 836
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation		5 939	—	11 521	—
Frais de développement		2 994	4 053	8 203	7 912
Frais de restructuration		1 098	—	1 098	1 316
Frais connexes aux acquisitions		3 602	—	4 114	1 173
Perte sur extinction de débtures convertibles	13	—	8 608	—	8 608
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	7	(35)	247	234	258
		254 527	275 414	548 683	527 655
Résultat net avant impôt sur le résultat		16 170	24 622	47 522	46 504
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat					
Exigible		4 454	10 792	7 205	13 275
Différé		(1 462)	(4 189)	2 849	(3 439)
	11	2 992	6 603	10 054	9 836
Résultat net de la période		13 178	18 019 \$	37 468	36 668 \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de GCGI		13 488	17 794 \$	37 693	35 410 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(310)	225 \$	(225)	1 258 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		102 503	96 583	101 315	95 590
Après dilution		131 613	115 861	130 435	114 093
Résultat par action ordinaire					
De base	15	0,11 \$	0,11 \$	0,33 \$	0,27 \$
Après dilution	15	0,10 \$	0,09 \$	0,28 \$	0,23 \$
Dividendes par action ordinaire	16	0,05 \$	0,01 \$	0,10 \$	0,02 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	16	0,24 \$	0,24 \$	0,48 \$	0,48 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	16	0,31 \$	0,31 \$	0,62 \$	0,62 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)	30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)
Résultat net de la période	13 178 \$	18 019 \$	37 468 \$	36 668 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des établissements à l'étranger	(9 069)	(14 352)	(17 032)	(27 244)
Résultat global de la période	4 109 \$	3 667 \$	20 436 \$	9 424 \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	4 230 \$	3 747 \$	19 724 \$	7 516 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(121)	(80)	712	1 908

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	14	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		672 896	649 846
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		53	233
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(11 851)	(28 543)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiduciaires pour les avantages du personnel		64 347	32 344
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé		720	—
Actions achetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Actions émises dans le cadre de l'achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	16 807
Actions annulées		—	(1 222)
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		999	143
Actions ordinaires à la fin de la période	15	687 164	669 608
Bons de souscription au début de la période	15	1 975	1 975
Reclassement à titre de passif		(1 975)	—
Bons de souscription à la fin de la période		—	1 975
Débitures convertibles – capitaux propres, au début de la période		5 156	2 604
Composante capitaux propres des débitures convertibles émises au cours de la période, nets d'impôt		—	2 552
Débitures convertibles – capitaux propres, à la fin de la période		5 156	5 156
Surplus d'apport au début de la période		124 710	145 426
Paiements fondés sur des actions, montant amorti net des droits acquis		(55 090)	(22 042)
Actions annulées		—	(34)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(27 315)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		(140)	84
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(999)	47
Surplus d'apport à la fin de la période		68 481	96 166
Déficit au début de la période		(237 770)	(277 472)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		37 693	35 410
Dividendes sur actions privilégiées	16	(4 701)	(4 701)
Dividendes sur actions ordinaires	16	(24 329)	(14 276)
Quote-part de la perte sur extinction de débitures convertibles		—	(4 892)
Déficit à la fin de la période		(229 107)	(265 931)
Contrepartie différée au début de la période		—	—
Reclassement de la contrepartie différée liée à l'acquisition de Petsky Prunier LLC de passif à capitaux propres		13 091	—
Contrepartie différée à la fin de la période		13 091	—
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		103 755	113 332
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(17 969)	(27 894)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		85 786	85 438
Total des capitaux propres		836 212	798 053
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		1 997	13 571
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(976)	(1 054)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		712	1 908
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(9 697)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		—	(2 724)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		1 733	2 004
Total des capitaux propres		837 945 \$	800 057 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		37 468 \$	36 668 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		15 985	12 836
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation		11 521	—
Charge (recouvrement) d'impôt différé		2 849	(3 439)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	17	10 050	13 597
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	234	258
Perte sur extinction de débetures convertibles		—	8 608
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		3 603	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(68 366)	(185 567)
Augmentation des créances clients		(31 621)	(171)
Augmentation de l'impôt sur le résultat net à recevoir		(12 927)	(7 323)
Augmentation des titres vendus à découvert		169 617	108 617
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(382 820)	39 857
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(244 407)	23 941
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dette bancaire		(5 260)	40 635
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(11 851)	(28 543)
Achat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		—	(1 256)
Achat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Produit d'un emprunt bancaire		26 318	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(24 329)	(14 276)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(4 701)	(4 701)
Paievements de loyer		(12 756)	—
Produit tiré des débetures convertibles		—	56 699
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(72 579)	48 558
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(1 672)	(1 171)
Acquisition de Thomas Miller, nette de la trésorerie acquise		(27 634)	—
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nettes de la trésorerie acquise		—	(7 547)
Achat de placements		(498)	—
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(14 431)
Participation dans une entreprise associée		(4 000)	(2 500)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(33 804)	(25 649)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(10 791)	(12 412)
(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie		(361 581)	34 438
Situation de trésorerie au début de la période		820 739	862 838
Situation de trésorerie à la fin de la période		459 158	897 276
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		27 382 \$	24 645 \$
Intérêts payés		15 104 \$	12 679 \$
Impôt sur le résultat payé		21 386 \$	21 104 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société ou GCGL), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2019 et pour l'exercice clos à cette date (les états financiers consolidés du 31 mars 2019) déposés sur SEDAR le 5 juin 2019. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 6 novembre 2019.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition préliminaire du prix d'acquisition, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier LLC, de McCarthy Taylor Ltd. et de, Thomas Miller Wealth Management Limited.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désigné sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désigné sous le nom de « Petsky Prunier », McCarthy Taylor Ltd. est désigné sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited est désigné sous le nom de « Thomas Miller », et Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignés sous le nom de « Jitneytrade ».

NOTE 03 Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019, sauf que la Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-après à compter du 1^{er} avril 2019 :

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative découlant de ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- Appliquer un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de transition
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus avec des actifs au titre du droit d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyer effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives correspondantes de respectivement 117,4 millions \$ et 126,2 millions \$ dans les états de la situation financière consolidés. Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation de 11,5 millions \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 3,6 millions \$.

Interprétation IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle détient des positions fiscales incertaines et a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Modifications à l'IAS 12, Impôts sur le résultat

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

NOTE 04 Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 septembre 2019		31 mars 2019	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	521 070	427 443	364 546	262 720
Actions et débetures convertibles	237 060	115 592	325 953	110 699
	758 130	543 035	690 499	373 419

Au 30 septembre 2019, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2019 à 2098 (de 2019 à 2098 au 31 mars 2019) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2019).

NOTE 05 Instruments financiers

Au 30 septembre 2019 et au 31 mars 2019, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	30 septembre 2019	31 mars 2019	30 septembre 2019	31 mars 2019	30 septembre 2019	31 mars 2019	30 septembre 2019	31 mars 2019
Actifs financiers								
Titres détenus	751 792 \$	683 920 \$	6 338 \$	6 579 \$	— \$	— \$	758 130 \$	690 499 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 483 383	1 498 516	1 483 383	1 498 516
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	653 687	530 933	653 687	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	298 074	328 528	298 074	328 528
Autres créances clients	—	—	—	—	253 010	298 687	253 010	298 687
Placements	4 457	3 993	—	—	—	—	4 457	3 993
Total des actifs financiers	756 249	687 913	6 338	6 579	2 688 154	2 656 664	3 450 741	3 351 156
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	543 035	373 419	—	—	—	—	543 035	373 419
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	962 768	1 166 550	962 768	1 166 550
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 538 481	1 499 390	1 538 481	1 499 390
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	248 190	457 825	248 190	457 825
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débetures convertibles	—	—	—	—	127 763	127 225	127 763	127 225
Contrepartie différée	8 344	22 225	—	—	—	—	8 344	22 225
Contrepartie éventuelle	110 405	108 319	—	—	—	—	110 405	108 319
Billet payable	—	—	—	—	5 363	5 832	5 363	5 832
Autres passifs non courants	—	—	—	—	1 628	1 741	1 628	1 741
Emprunt bancaire	—	—	—	—	82 710	59 664	82 710	59 664
Total des passifs financiers	661 784	503 963	—	—	2 974 403	3 325 727	3 636 187	3 829 690

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (JVVRN) au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – Cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – Techniques d'évaluation pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable

Niveau 3 – Techniques d'évaluation pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 septembre 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	30 septembre 2019	Juste valeur estimée		
		30 septembre 2019		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	67 948	—	67 948	—
Titres de créance de gouvernements	453 122	135 292	317 830	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	521 070	135 292	385 778	—
Actions	234 567	170 519	59 268	4 780
Débiteures convertibles	2 493	—	2 493	—
Actions et débiteures convertibles	237 060	170 519	61 761	4 780
	758 130	305 811	447 539	4 780
Placements	4 457	—	—	4 457
	762 587	305 811	447 539	9 237
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(3 015)	—	(3 015)	—
Titres de créance de gouvernements	(424 428)	(123 744)	(300 684)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(427 443)	(123 744)	(303 699)	—
Actions	(115 592)	(104 979)	(10 613)	—
Débiteures convertibles	—	—	—	—
Actions et débiteures convertibles	(115 592)	(104 979)	(10 613)	—
	(543 035)	(228 723)	(314 312)	—
Contrepartie différée¹	(8 344)	—	—	(8 344)
Contrepartie éventuelle¹	(110 405)	—	—	(110 405)
	(661 784)	(228 723)	(314 312)	(118 749)

1) La contrepartie éventuelle et la contrepartie différée sont réglées en espèces. Elles sont classées comme des passifs financiers, les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

Au 31 mars 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2019	Juste valeur estimée		
		31 mars 2019		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	79 642	—	79 642	—
Titres de créance de gouvernements	284 904	49 946	234 958	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	364 546	49 946	314 600	—
Actions	325 683	262 641	62 991	51
Débiteures convertibles	270	—	270	—
Actions et débiteures convertibles	325 953	262 641	63 261	51
	690 499	312 587	377 861	51
Placements	3 993	—	—	3 993
	694 492	312 587	377 861	4 044
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(6 613)	—	(6 613)	—
Titres de créance de gouvernements	(256 107)	(54 852)	(201 255)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(262 720)	(54 852)	(207 868)	—
Actions	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
Débiteures convertibles	—	—	—	—
Actions et débiteures convertibles	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
	(373 419)	(149 649)	(223 770)	—
Contrepartie différée	(22 225)	—	—	(22 225)
Contrepartie éventuelle	(108 319)	—	—	(108 319)
	(503 963)	(149 649)	(223 770)	(130 544)

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2019	(126 500)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller (note 8)	(14 769)
Achat de placements	498
Paiement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale	6 549
Reclassement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier à titre de capitaux propres	13 091
Changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	1 880
Reclassement des positions de stocks au niveau 3	4 728
Réévaluation de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle – fluctuations de change	5 011
Solde au 30 septembre 2019	(109 512)

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, il y a eu un changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier donnant lieu à une réduction du goodwill de 2,3 millions \$ (note 9).

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR**i. Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,3 millions \$ (4,4 millions €) au 30 septembre 2019 (6,6 millions \$ au 31 mars 2019 (4,4 millions €)). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la JVAERG.

ii. Instruments financiers de niveau 3

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 30 septembre 2019 s'établissait à 6,0 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Au 30 septembre 2019, la Société détenait des placements de 4,0 millions \$ dans Family Office Network et dans Capital Markets Gateway, qui ont été classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a également réalisé un placement de 0,5 million \$ dans Castle Ridge Asset Management Ltd, qui a aussi été classé comme instrument financier de niveau 3 (note 7).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller. La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 30 septembre 2019.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures, bien que la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les contrats à terme en cours au 30 septembre 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	1,3 \$ US	1,32 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} octobre 2019	2 \$
Pour acheter des dollars américains	4,3 \$ US	1,32 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} octobre 2019	(9) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	0,2 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	0 \$
Pour acheter des dollars américains	5,7 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	(9) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de l'établissement des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 30 septembre 2019, leur échéance moyenne pondérée était de 68 jours (77 jours au 31 mars 2019). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement au 30 septembre 2019 et au 31 mars 2019. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 septembre 2019			31 mars 2019		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	588	527	42 349	1 124	1 011	102 052

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des obligations en cours au 30 septembre 2019 (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie aussi des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours des États-Unis s'établissait à une position acheteur de 1,7 million \$ (1,3 million \$ US) (néant au 31 mars 2019).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 septembre 2019	312 196	104 153	141 833	348 107
31 mars 2019	314 448	45 328	66 239	407 561

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 4,4 millions \$ (2,7 millions £) (9,6 millions \$ (5,5 millions £) au 31 mars 2019).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (solde impayé de 34,7 millions £ ou 56,4 millions \$ CA au 30 septembre 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a obtenu du financement supplémentaire sur son emprunt de 17,0 millions £ (27,7 millions \$ CA au 30 septembre 2019) dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé de 50,9 millions £ (82,7 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,8829 % au 30 septembre 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller, comme il est mentionné précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 637,4 millions \$ (743,6 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 4,4 millions \$ (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,8 millions \$ au 31 mars 2019 (2,1 millions \$ US)) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Au 30 septembre 2019 et au 31 mars 2019, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer**CRÉANCES CLIENTS**

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Courtiers en valeurs mobilières	1 483 383 \$	1 498 516 \$
Clients	653 687	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	298 074	328 528
Autres	253 010	298 687
	2 688 154	2 656 664

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Courtiers en valeurs mobilières	962 768 \$	1 166 550 \$
Clients	1 538 481	1 499 390
Autres	248 190	457 825
	2 749 439	3 123 765

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges des organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,95 % à 8,25 % et de 0,00 % à 2,05 % au 30 septembre 2019; respectivement de 6,95 % à 8,50 % et de 0,00 % à 0,95 % au 31 mars 2019).

Au 30 septembre 2019, la provision pour créances douteuses était de 4,3 millions \$ (4,2 millions \$ au 31 mars 2019).

NOTE 07 Placements

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	3 792 \$	2 231 \$
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	4 457	3 993
	8 249	6 224

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth Corp. (« CGGC ») pour un montant de 2,5 millions \$ à un prix de 3,00 \$ l'unité. CGGC était une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Le 26 avril 2019, CGGC a annoncé la conclusion d'une transaction admissible avec Columbia Care LLC et CGGC a été renommée « Columbia Care Inc. ». La Société n'est plus réputée exercer une influence notable sur les activités de Columbia Care. Par conséquent, le placement dans Columbia Care est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les titres détenus de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 septembre 2019.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 1 334 001 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth II Corp. (« CGGIIC ») à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 4,0 millions \$. CGGIIC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGIIC et est réputée exercer une influence notable sur les activités de CGGIIC. Par conséquent, le placement dans CGGIIC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Société au titre de la perte nette de CGGIIC pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a été de 0,2 million \$.

Au 30 septembre 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 8 889 actions privilégiées de série A de Family Office Networks Inc. (« FON ») à un prix de 112,50 \$ l'action pour un montant de 1,0 million \$ US (1,3 million \$) (1,0 million \$ US (1,3 million \$) au 31 mars 2019). En outre, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 579 206 actions privilégiées de série A de Capital Markets Gateway Inc. (« CMG ») à un prix de 3,453 \$ l'action pour un montant de 2,0 millions \$ US (2,7 millions \$) (2,0 millions \$ US (2,7 millions \$) au 31 mars 2019). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de FON et de CMG. Par conséquent, les placements dans FON et dans CMG sont comptabilisés comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 septembre 2019.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a réalisé un placement de 0,5 million \$ pour 37 actions privilégiées de catégorie C dans Castle Ridge Asset Management Limited (« CRAML »). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CRAML. Par conséquent, le placement dans CRAML est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 septembre 2019.

NOTE 08 Regroupement d'entreprises

i) Thomas Miller Wealth Management Limited et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited

Le 1^{er} mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (collectivement, « Thomas Miller »). Thomas Miller offre des services de planification financière et de gestion de placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. À la contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (32,5 millions \$ CA) s'ajoute une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,7 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition et sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs des clients. Il y a également une contrepartie différée de 0,7 million £ (1,2 million \$ CA) qui a été payée peu de temps après le 30 septembre 2019. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (27,7 millions \$ CA au 30 septembre 2019) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	32 458 \$
Contrepartie différée	1 211
Contrepartie éventuelle	14 769
	48 438 \$

ACTIF NET ACQUIS

Trésorerie	4 824 \$
Créances clients	2 764
Autres immobilisations corporelles	1 052
Passifs	(4 877)
Immobilisations incorporelles identifiables	32 484
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(4 088)
Goodwill	16 279
	48 438 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 32,5 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 16,3 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 8,4 millions £ (14,8 millions \$ CA) à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans à compter du 30 septembre 2019. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du coût d'acquisition sont préliminaires. Le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Thomas Miller sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller ont totalisé 1,5 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette affichés par Thomas Miller, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 4,7 millions \$ et 1,4 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Thomas Miller avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2019 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 596,8 millions \$ et 37,5 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2019. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc.

Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement, « Jitneytrade »). La répartition préliminaire du prix d'acquisition est présentée dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019. La Société a terminé son analyse au cours du semestre clos le 30 septembre 2019 et a conclu que la répartition du prix d'acquisition n'a subi aucune modification.

NOTE 09 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Goodwill	Marques (durée indéterminée)	Marques	Relations clients	Technologie	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Portefeuille de contrats	Baux avantageux	Total
Montant brut											
Solde au 31 mars 2019	692 868 \$	44 930 \$	578 \$	125 303 \$	35 298 \$	14 153 \$	196 \$	38 985 \$	6 252 \$	561 \$	266 256 \$
Ajouts	16 279	—	—	32 484	—	—	—	—	—	—	32 484
Autres	(2 263)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Change	(12 482)	—	(5)	(8 109)	(2 042)	—	—	(2 509)	(53)	(5)	(12 723)
Solde au 30 septembre 2019	694 402	44 930	573	149 678	33 256	14 153	196	36 476	6 199	556	286 017
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2019	(322 632)	—	—	(72 587)	(20 688)	(14 153)	(196)	(4 111)	—	—	(111 735)
Amortissement	—	—	(111)	(6 808)	(1 071)	—	—	(1 054)	(2 731)	(111)	(11 886)
Change	—	—	—	3 190	1 438	—	—	296	12	16	4 952
Solde au 30 septembre 2019	(322 632)	—	(111)	(76 205)	(20 321)	(14 153)	(196)	(4 869)	(2 719)	(95)	(118 669)
Valeur comptable nette											
31 mars 2019	370 236	44 930	578	52 716	14 610	—	—	34 874	6 252	561	154 521
30 septembre 2019	371 770	44 930	462	73 473	12 935	—	—	31 607	3 480	461	167 348

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, la technologie et la marque acquise grâce à l'acquisition de Petsky Prunier, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, une variation de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier a donné lieu à une réduction du goodwill de 2,3 millions \$.

Par suite de l'acquisition de Thomas Miller, la Société a comptabilisé un goodwill de 16,3 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 32,5 millions \$ liées aux relations clients à la date d'acquisition, qui est amorti sur 14,6 ans (note 8).

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 septembre 2019	31 mars 2019	30 septembre 2019	31 mars 2019	30 septembre 2019	31 mars 2019
UGT de Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada (Genuity)	44 930 \$	44 930 \$	101 732 \$	101 732 \$	146 662 \$	146 662 \$
États-Unis (Petsky Prunier)	—	—	102 687	105 682	102 687	105 682
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (Îles de la Manche)	—	—	87 776	93 870	87 776	93 870
Royaume-Uni et Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	79 575	68 952	79 575	68 952
	44 930	44 930	371 770	370 236	416 700	415 166

Le goodwill qui a déjà été imputé à l'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.), à l'UGT au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale) et à l'UGT au Royaume-Uni et en Europe (McCarthy Taylor) est maintenant combiné au goodwill lié à l'acquisition de Thomas Miller (note 8) et ensemble, ils forment l'UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). Le changement apporté aux UGT fait état des modifications de processus adoptées par la direction pour surveiller et revoir ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ainsi que les synergies des diverses activités commerciales maintenant comprises dans l'ensemble du groupe de gestion de patrimoine au Royaume-Uni. Étant donné que la Société gère ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe comme une seule unité d'exploitation, il importe d'imputer le goodwill acquis dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, McCarthy Taylor et de Thomas Miller à une UGT aux fins du test de dépréciation du goodwill.

De plus, le goodwill auparavant affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Genuity) et à (Jitneytrade) a été regroupé en une seule UGT pour faire état de l'intégration des deux secteurs.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 septembre 2019.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 30 septembre 2019 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsky Prunier) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2019). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5,0 % pendant la période de projection (5,0 % au 31 mars 2019) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsky Prunier) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2019).

NOTE 10 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial/étatique combiné du fait des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)	30 septembre 2019	30 septembre 2018 (retraités) (note 22)
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % à l'exercice 2019)	4 353 \$	6 647 \$	12 804 \$	12 556 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 069)	(166)	(1 780)	(585)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	(58)	1 604	1 187	2 125
Paiements fondés sur des actions	294	(23)	162	(900)
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	301	(813)	733	(1 277)
Comptabilisation de l'actif d'impôt différé	(1 289)	—	(1 289)	—
Autres	148	(283)	835	(485)
(Utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées) pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	312	(363)	(2 598)	(1 598)
Charge d'impôt – exigible et différée	2 992	6 603	10 054	9 836

NOTE 11 Dette subordonnée

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM). Au 30 septembre 2019 et au 31 mars 2019, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,95 % et 7,95 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 12 | Emprunt bancaire

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Emprunt	84 026 \$	60 326 \$
Moins : frais de financement non amortis	(1 316)	(662)
	82 710	59 664
Tranche à court terme	6 510	9 294
Tranche à long terme	76 200	50 370

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (solde impayé de 34,7 millions £ ou 56,4 millions \$ CA au 30 septembre 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a contracté un emprunt supplémentaire de 17,0 millions £ (27,7 millions \$ CA au 30 septembre 2019) dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 30 septembre 2019, la Société avait un solde impayé de 50,9 millions £ (82,7 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,8829 % au 30 septembre 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

NOTE 13 | Débentures convertibles

	30 septembre 2019		31 mars 2019	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	127 763 \$	5 156 \$	127 225 \$	5 156 \$

Au cours de la période close le 30 septembre 2019, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débentures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débentures subordonnées éteintes.

Les conditions relatives aux débentures convertibles sont présentées à la note 17 des états financiers consolidés du 31 mars 2019.

NOTE 14 | Actions privilégiées

	30 septembre 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 18 des états financiers consolidés du 31 mars 2019.

NOTE 15 | Actions ordinaires et bons de souscription

	30 septembre 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions ordinaires				
Émises et entièrement libérées	747 869 \$	108 492 487	787 096 \$	115 616 744
Détenues pour prêts destinés à l'achat d'actions	(2 647)	(284 645)	(3 647)	(346)
Détenues dans le cadre du RILT	(58 058)	(9 899 357)	(110 553)	(18 036 064)
	687 164	98 308 485	672 896	97 580 334

	30 septembre 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription				
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	— \$	2 631 833	1 975 \$	3 438 412

Les conditions relatives aux bons de souscription sont présentées dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019.

Le 17 juin 2019, à la date d'acquisition des droits relatifs aux bons de souscription, les conditions relatives aux bons de souscription ont été modifiées, entraînant ainsi leur reclassement de capitaux propres à passif évalué à la juste valeur à la date de la modification des bons de souscription. Le passif a été réévalué à la juste valeur le 30 septembre 2019, et les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés. La valeur comptable du solde de la dette comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux bons de souscription était de 0,6 million \$ au 30 septembre 2019.

ii) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2019	115 616 744	787 096 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	5 901	53
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	142 569	720
Actions achetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(7 272 727)	(40 000)
Solde au 30 septembre 2019	108 492 487	747 869

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40 millions \$. La Société a, par conséquent, racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, lesquelles représentaient environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle ou de l'OPRCNA qui est venue à échéance le 14 août 2019.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2019 \$	30 septembre 2018 (retraités) (note 22) \$	30 septembre 2019 \$	30 septembre 2018 (retraités) (note 22) \$
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 488 \$	17 794 \$	37 693 \$	35 410 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 351)	(2 351)	(4 702)	(4 702)
Quote-part de la perte sur extinction de débetures convertibles	—	(4 892)	—	(4 892)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	11 137	10 551	32 991	25 816
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	102 503 466	96 583 067	101 315 212	95 590 153
Résultat de base par action	0,11 \$	0,11 \$	0,33 \$	0,27 \$
Résultat par action ordinaire après dilution				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	11 137	10 551	32 991	25 816
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	1 712	—	3 420	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	12 849	10 551	36 411	25 816
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	102 503 466	96 583 067	101 315 212	95 590 153
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	12 411 131	17 441 785	12 421 180	17 377 274
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	115 962	1 023 155	115 962	915 784
Effet dilutif lié aux options sur actions liées au rendement (nombre)	—	298 637	—	59 086
Effet dilutif lié au billet payable (nombre)	1 099 159	486 477	1 099 159	122 619
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	—	27 844	—	27 585
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	13 272 500	—	13 272 500	—
Effet dilutif lié à l'acquisition de Petsky Prunier (nombre)	2 210 550	—	2 210 550	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	131 612 768	115 860 965	130 434 563	114 092 501
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,10 \$	0,09 \$	0,28 \$	0,23 \$

NOTE 16 Dividendes**DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES**

La Société a déclaré le dividende sur actions ordinaires suivant pour le semestre clos le 30 septembre 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
30 août 2019	10 septembre 2019	0,05 \$	5 423 873 \$
21 juin 2019	2 juillet 2019	0,17 \$	19 677 085 \$

Le 6 novembre 2019, le conseil a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 décembre 2019 aux actionnaires inscrits le 29 novembre 2019 (note 21).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
13 septembre 2019	30 septembre 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
21 juin 2019	2 juillet 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 décembre 2019 (note 21).

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 décembre 2019 (note 21).

NOTE 17 Régimes de paiement fondé sur des actions**i) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), ou le « régime », des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 5 562 972 UATI attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période close le 30 septembre 2019 (4 111 628 UATI le 30 septembre 2018). Les fiducies ont acquis 2 733 258 actions ordinaires au cours du semestre clos le 30 septembre 2019 (3 987 376 actions ordinaires le 30 septembre 2018).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours du semestre clos le 30 septembre 2019 s'est établie à 5,47 \$ (7,11 \$ au 30 septembre 2018).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2019	18 364 934
Attributions	5 562 972
UATI dont les droits sont acquis	(10 848 842)
UATI dont les droits ont été retirés	(13 777)
Attributions en cours au 30 septembre 2019	13 065 287

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2019	18 036 064
Actions acquises	2 733 258
Actions libérées à l'acquisition des droits	(10 869 965)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 30 septembre 2019	9 899 357

ii) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Le 12 juin 2018, la Société a attribué 877 485 unités aux termes du régime d'UALR. La Société a également attribué 1 844 497 UALR supplémentaires le 6 juin 2019. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif comptabilisée dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 15,6 millions \$ au 30 septembre 2019 (5,7 millions \$ au 31 mars 2019).

iii) OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ l'action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement initiales est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le prix d'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 30 septembre 2019 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au 31 mars 2019	6 220 000	6,76
Attribuées	100 000	6,73
Exercées	—	—
Solde au 30 septembre 2019	6 320 000	6,76

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possible de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées avec le modèle de simulation Monte Carlo pour les attributions faites jusqu'à maintenant :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option. Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, une charge de rémunération de 2,1 millions \$ a été comptabilisée (0,7 million \$ au 30 septembre 2018).

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

iv) AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022. Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, une charge de rémunération de 1,2 million \$ a été comptabilisée (néant au 30 septembre 2018).

v] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018	30 septembre 2019	30 septembre 2018
RILT	1 645 \$	4 165 \$	8 002 \$	12 338 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	—	—	—	35
Unités d'actions différées (régérées en trésorerie)	(305)	303	(342)	(15)
UALR (régérées en trésorerie)	(947)	500	(947)	500
Options sur actions liées au rendement	1 362	739	2 099	739
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	1 002	—	1 238	—
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	2 757	5 707	10 050	13 597

NOTE 18 Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Créances clients	1 774	837
Dettes fournisseurs et charges à payer	764	942

NOTE 19 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur **Marchés des capitaux Canaccord Genuity** inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubaï), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice concerné commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur **Gestion de patrimoine Canaccord Genuity** offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marché des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Marché des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). L'amortissement des immobilisations corporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les trimestres clos les

	30 septembre 2019				30 septembre 2018 (retraité) (note 22)			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	34 606	97 719	—	132 325	44 850	94 552	—	139 402
Financement de sociétés	42 795	9 197	—	51 992	55 026	12 400	—	67 426
Honoraires de consultation	42 019	(4)	—	42 015	43 916	480	—	44 396
Négociation à titre de contrepartiste	21 267	(7)	—	21 260	28 977	(28)	—	28 949
Intérêts	6 490	7 743	2 428	16 661	4 752	8 047	2 527	15 326
Autres	1 516	724	4 204	6 444	1 213	675	2 649	4 537
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	126 937	85 111	12 519	224 567	145 967	86 746	15 377	248 090
Charges d'intérêts	3 982	1 476	2 855	8 313	2 476	1 365	4 377	8 218
Amortissement	3 416	4 519	114	8 049	1 847	4 063	288	6 198
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation	3 564	1 439	936	5 939	—	—	—	—
Frais de développement	232	2 725	37	2 994	120	3 896	37	4 053
Frais de restructuration	—	1 098	—	1 098	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	1 629	1 973	—	3 602	—	—	—	—
Perte sur extinction de débtures convertibles	—	—	—	—	—	—	8 608	8 608
Quote-part (du profit) de la perte d'une entreprise associée	—	—	(35)	(35)	—	—	247	247
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	8 933	17 031	(9 794)	16 170	28 324	20 056	(23 758)	24 622
Imputations intersectorielles	4 227	3 619	(7 846)	—	4 110	3 671	(7 781)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	4 706	13 412	(1 948)	16 170	24 214	16 385	(15 977)	24 622

Pour les semestres clos les

	30 septembre 2019				30 septembre 2018 (retraité) (note 22)			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	70 464	203 653	—	274 117	84 957	190 825	—	275 782
Financement de sociétés	112 279	24 514	—	136 793	112 018	22 929	—	134 947
Honoraires de consultation	95 481	338	—	95 819	68 557	753	—	69 310
Négociation à titre de contrepartiste	46 343	(10)	—	46 333	59 871	(14)	—	59 857
Intérêts	11 425	14 892	5 529	31 846	6 953	12 735	4 884	24 572
Autres	2 724	1 726	6 847	11 297	2 550	1 474	5 667	9 691
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	283 610	179 572	27 922	491 104	280 428	172 155	29 157	481 740
Charges d'intérêts	7 880	2 918	5 626	16 424	5 180	2 859	5 773	13 812
Amortissement	6 851	8 903	231	15 985	3 910	8 315	611	12 836
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation	6 923	2 819	1 779	11 521	—	—	—	—
Frais de développement	391	7 692	120	8 203	174	7 664	74	7 912
Frais de restructuration	—	1 098	—	1 098	1 316	—	—	1 316
Frais connexes aux acquisitions	1 806	2 308	—	4 114	1 173	—	—	1 173
Perte sur extinction de débtures convertibles	—	—	—	—	—	—	8 608	8 608
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	234	234	—	—	258	258
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	31 255	39 803	(23 536)	47 522	42 725	37 709	(33 930)	46 504
Imputations intersectorielles	8 772	7 632	(16 404)	—	8 415	7 018	(15 433)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	22 483	32 171	(7 132)	47 522	34 310	30 691	(18 497)	46 504

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, et en Europe (y compris Dubaï), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. À compter de l'exercice qui commence le 1^{er} avril 2019, notre région Autres établissements à l'étranger sera affectée à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2019 \$	30 septembre 2018 \$	30 septembre 2019 \$	30 septembre 2018 \$
Canada	107 967	133 761	235 295	231 149
Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï)	86 367	83 495	180 696	171 073
États-Unis	69 220	73 316	163 866	150 164
Australie	7 143	9 453	16 348	21 784
Autres établissements à l'étranger	—	11	—	(11)
	270 697	300 036	596 205	574 159

NOTE 20 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours du semestre clos le 30 septembre 2019 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour frais de restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2019	5 671	12 541	18 212
Ajouts	1 833	1 098	2 931
Utilisées	(1 537)	(10 645)	(12 182)
Solde au 30 septembre 2019	5 967	2 994	8 961

ENGAGEMENTS, PROCÉDURES DE LITIGE ET PASSIF ÉVENTUEL

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 30 septembre 2019, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a comptabilisé des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 30 septembre 2019, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

Il n'y a pas eu de changements supplémentaires aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux présentés aux notes 26 et 27 de ses états financiers consolidés au 31 mars 2019 et à la note 20 de ses états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2019, à l'exception de ce qui suit.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet

de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. Nonobstant les procédures susmentionnées, la Société est actuellement partie à un recours collectif en valeurs mobilières intenté au Canada et aux États-Unis relativement aux services en matière de prise ferme offerts à certains émetteurs des secteurs du cannabis, de la cigarette électronique et du vapotage. Bien que la Société estime que ces allégations sont sans fondement et qu'elle entende se défendre vigoureusement, l'issue de cette poursuite ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des pertes dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée de manière fiable à la date des présents états financiers. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé de provision à l'égard de ces allégations. Le risque que d'autres poursuites soient intentées contre la Société n'est pas connu. En date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, la Société n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Les risques associés aux secteurs émergents, tels que les secteurs du cannabis, de la cigarette électronique et du vapotage, comprennent également les risques liés à l'insolvabilité des émetteurs ainsi qu'à l'incapacité des émetteurs de respecter leurs obligations en matière d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, dans l'éventualité où la Société subirait une perte, la capacité de la Société à recouvrer des montants au moyen de demandes d'indemnisation ne peut être prédite avec certitude.

NOTE 21**Événements postérieurs à la date de clôture****ij) ACQUISITION DE PATERSONS SECURITIES LIMITED**

La Société a annoncé, le 21 octobre 2019, la conclusion de l'acquisition précédemment annoncée de la totalité du capital social émis de Patersons Securities Limited (« Patersons »). La contrepartie au comptant de 25,0 millions \$ AU (22,5 millions \$ CA) a été versée à la clôture. La Société mettra en œuvre un régime incitatif à base d'actions à l'intention du personnel clé de Patersons. La répartition préliminaire du prix d'acquisition sera incluse dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019.

ii) DIVIDENDES

Le 6 novembre 2019, le conseil a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 décembre 2019 aux actionnaires inscrits le 29 novembre 2019 (note 16).

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre aux actionnaires inscrits le 20 décembre 2019 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2019 aux actionnaires inscrits le 20 décembre 2019 (note 16).

NOTE 22**Retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent**

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2018, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débentures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débentures subordonnées éteintes. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018, le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution. Les informations comparatives de la période antérieure ont été retraitées en conséquence.